

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**  
**MINISTERE DES FINANCES**



**RAPPORT ANNUEL**  
**2 0 1 6**

## **PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS**

### **Administration Centrale et DGE :**

Croisement des Avenues des Marais et Haut-Congo  
B.P. 8613  
KINSHASA I

### **NUMEROS « VERT » :**

+ 243 82 81 15 555 (Administration Centrale)  
+243 82 81 35 555 (Administration Centrale)  
+243 82 81 45 555 (Direction des Grandes Entreprises)

### **E-mail :**

dgikinshasa@dgi.gouv.cd  
secretariatsuite@dgi.gouv.cd  
dgikinshasa@gmail.com  
secretariatsuite@gmail.com  
dge@dgi.gouv.cd

Site Web : [www.dgi.gouv.cd](http://www.dgi.gouv.cd)

### **Directions Urbaine et Provinciales : 11**

Kinshasa, Bandundu, Equateur, Kasai-Occidental, Kasai-Oriental, Katanga, Kongo-Central, Maniema, Nord-Kivu, Province Orientale et Sud-Kivu.

### **Sièges Modélisés et Modernisés : 7**

Bandundu, Mbandaka, Kananga, Mbuji-Mayi, Kindu, Kisangani et Bukavu.

### **Centres des Impôts : 4**

Kinshasa, Lubumbashi, Matadi et Goma.

### **Centres d'Impôts Synthétiques : 131**



**HAUTE DIRECTION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS**



**SELE YALAGHULI**  
Directeur Général des Impôts





**NGOY YAV N'ZAM**  
Directeur Général Adjoint chargé des  
Questions Fiscales et des Réformes



**MUVOVA BONDO Lilie**  
Directrice Générale Adjointe chargée des  
Questions Administratives et Financières



## MOT DU DIRECTEUR GENERAL DES IMPOTS

La vision du Président de la République Démocratique du Congo, Son Excellence Monsieur Joseph KABILA KABANGE, résolument tournée vers l'émergence de notre Pays, à l'horizon 2030, est matérialisée par le Gouvernement de la République à travers la mise en œuvre des réformes de fond touchant tous les secteurs de la vie nationale.

Au niveau de la Direction Générale des Impôts particulièrement, cet ambitieux programme vise, depuis 2002, la modernisation des structures de l'Administration, la réforme de la législation fiscale (règles de fond et de procédure) et la mise en place d'un dispositif d'appui à la gestion de l'impôt, avec pour finalité :

- l'amélioration du climat des affaires afin d'attirer les investissements dans notre pays ;
- la protection des intérêts des contribuables et l'amélioration de la qualité du service à rendre à l'usager ;
- la maximisation des recettes de l'Etat par une bonne maîtrise de l'assiette fiscale.

Eu égard à ces objectifs, la nouvelle équipe dirigeante de la DGI a, depuis sa nomination par Ordonnance présidentielle n° 16/095 du 11 novembre 2016, axé son mandat sous deux axes prioritaires, à savoir : la revalorisation de l'agent du fisc par l'amélioration de ses conditions de vie et l'assainissement de l'environnement du travail ainsi que l'établissement d'un partenariat sincère avec les opérateurs économiques. C'est dans cette optique que les activités entamées en début et en cours de l'année 2016 se sont achevées en décembre de la même année avec une lueur d'espoir et de grande motivation pour l'amélioration du niveau des réalisations.

En rapport avec la gestion des ressources humaines, l'accent a été mis sur la régularisation de la situation administrative du personnel et le renforcement des capacités dans les domaines diversifiés afin de lui faire participer au résultat escompté. Aussi, un regard a-t-il été porté sur une meilleure prise en charge des soins de santé grâce notamment, au paiement diligent des appels de fonds et des déclarations des créances, à l'acquisition d'une ambulance et au relèvement des moyens mis à la disposition du Centre Médical pour l'approvisionnement en produits pharmaceutiques.

Par ailleurs, des efforts ont été consentis pour un encadrement efficient de la quote-part de pénalités revenant à la Direction Générale des Impôts afin de faire bénéficier conséquemment la prime de contentieux à l'ensemble du personnel, tout en garantissant la motivation de ceux qui en sont à l'initiative. L'acquisition de nouveaux bus pour le transport du personnel ainsi que la possibilité d'organiser l'octroi équitable des avances sur rémunérations ont également fait partie des actions d'amélioration des conditions socioprofessionnelles des agents menées au cours de l'année 2016.

SELE YALAGHULI

## LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS

AMR	: Avis de Mise en Recouvrement
AMR/A	: Avis de Mise en Recouvrement/Trésor
ANAPI	: Agence Nationale pour la Promotion des Investissements
ASBL	: Association sans but lucratif
ATD	: Avis à tiers détenteurs
CDF	: Franc congolais
CIFOPE	: Centre International de Formation
CDI	: Centre des Impôts
CIS	: Centre d'Impôts Synthétiques
CPCC	: Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo
CREDAF	: Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGE	: Direction des Grandes Entreprises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales, Judiciaires et de Participations
DGFIP	: Direction Générale des Finances Publiques
DIRAF	: Direction de l'Assiette Fiscale
DESCOM	: Direction des Etudes, Statistiques et Communication
DPI	: Direction Provinciale des Impôts
DUI-KIN	: Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa
EIFI	: Ecole Informatique des Finances
ENA	: Ecole Nationale d'Administration
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
FMI	: Fonds Monétaire International
IBP	: Impôt sur les Bénéfices et Profits
ICA	: Impôt sur le Chiffre d'Affaires
IDEP	: Institut Africain de Développement Economique et de Planification
IERE	: Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations du personnel Expatrié
INPP	: Institut National de Préparation Professionnelle
INSS	: Institut National de Sécurité Sociale
IM	: Impôt Mobilier
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
IPR/Nat.	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations des nationaux
IPR/Exp.	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations des expatriés
IS	: Impôt des Sociétés
IRPP	: Impôt Sur le Revenu des Personnes Physiques
NIF	: Numéro d'Identification Fiscal
ONEM	: Office National de l'Emploi
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement

PIB	: Produit Intérieur Brut
PM	: Personne Morale
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PP	: Personne Physique
PPTE	: Pays Pauvres Très Endettés
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	: République Démocratique du Congo
SADC	: Southern African Development Community
SMM	: Sièges Modélisés et Modernisés
SYSCOHADA	: Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	: Union Européenne
USA	: United States of America
USD	: Dollar des Etats-Unis
UCTIC	: Unité de Centralisation et de traitement de l'information comptable.

## SOMMAIRE

0. Introduction
- I. Organigramme de la Direction Générale des Impôts
- II. Exécution des missions de la Direction Générale des Impôts
- III. Gestion des moyens mis à la disposition de la Direction Générale des Impôts
- IV. Informatisation des Services
- V. Etat d'avancement des réformes
- VI. Perspectives d'avenir

## INTRODUCTION

La Loi de finances n° 15/021 du 31 décembre 2015 pour l'exercice 2016 inscrit l'exécution du budget de l'année 2016 dans l'optique de la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Action du Gouvernement(PAG). Elle assigne à la DGI des recettes de l'ordre de **CDF 2 296 008 250 067,00**.

Cependant, le cadre macroéconomique qui avait servi de base à l'élaboration de la Loi de finances initiale de l'exercice 2016 a subi des modifications majeures, en raison principalement de l'évolution négative de la situation économique internationale due à la baisse de cours des matières premières notamment le cuivre, le cobalt, le pétrole brut, sur le marché international. Cette situation a impacté négativement l'exécution du budget à mi-parcours et a nécessité la révision des prévisions budgétaires initiales afin d'assurer la crédibilité du budget.

Au terme de la Loi rectificative de finances n° 16/006 du 29 juin 2016 pour l'exercice 2016, les prévisions des recettes de l'Etat sont revues à la baisse à **CDF 6 694,5 milliards** contre **CDF 8 476,4 milliards** de la Loi des finances initiale, soit un taux de régression de **21,02%**. Ainsi donc, les prévisions des recettes des impôts sont ramenées à **CDF 1 737,5 milliards** contre **CDF 2 296,0 milliards** du budget initial, soit **24,32%** de régression.

Les activités menées par la Direction Générale des Impôts au cours de l'année 2016 se sont déroulées dans un contexte marqué particulièrement par l'application des mesures fiscales ayant accompagné l'exécution du Budget 2016 promulgué dans la Loi de finances évoquée ci haut, dont les modifications majeures comprennent notamment :

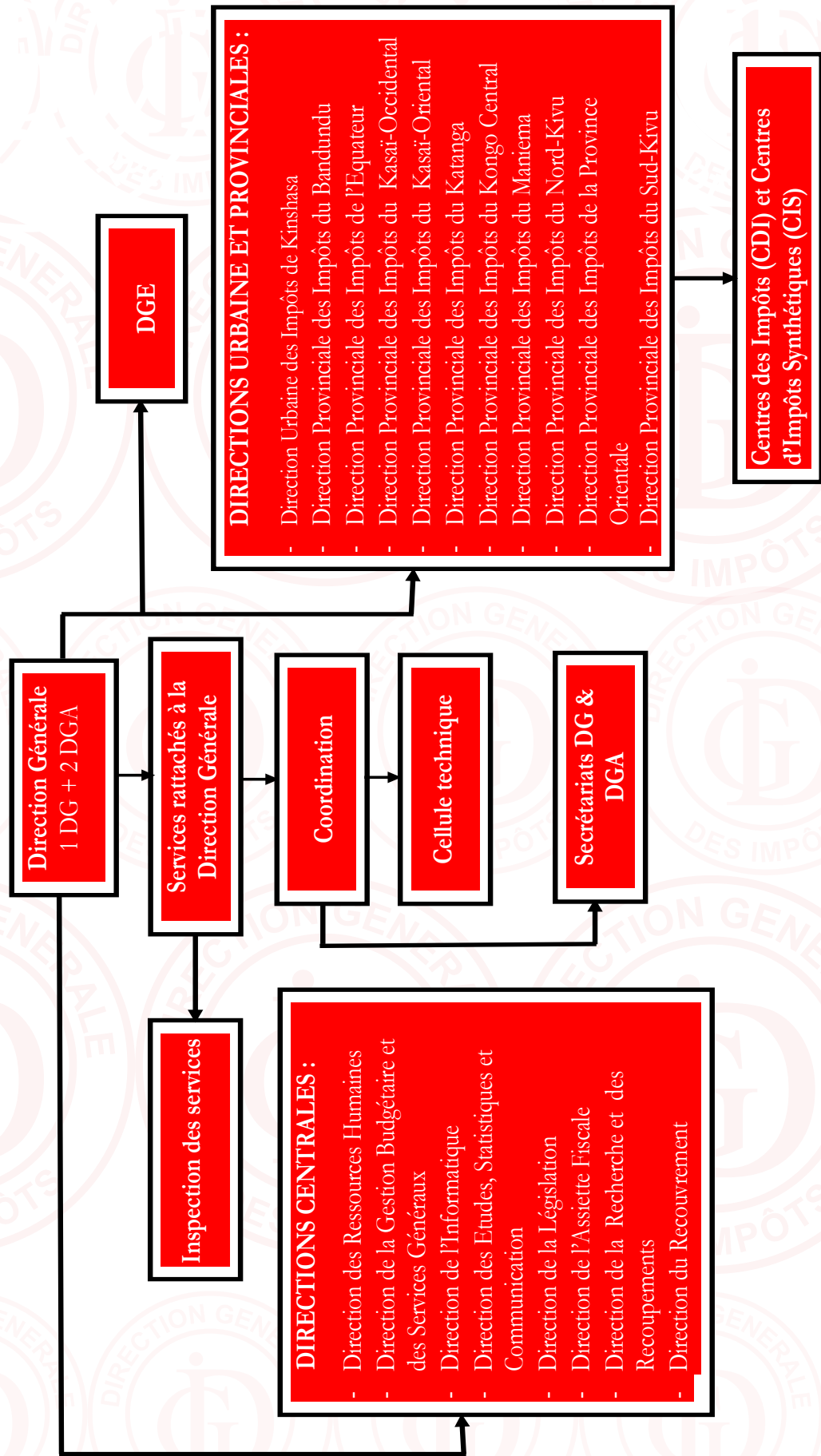
- l'unification au 30 avril des échéances de réception des déclarations et paiement des soldes de l'IBP à charge des petites entreprises ainsi que de l'impôt forfaitaire à charge des micro-entreprises ;
- le renforcement des mesures ou actes de poursuites par la formalisation de la fermeture provisoire des établissements par l'apposition de scellés ;
- l'introduction de la notion de la modération des pénalités, après transaction ;
- le réajustement du seuil d'assujettissement des petites entreprises qui se situe entre le chiffre d'affaires annuel de **10 000 000** à **200 000 000** de franc congolais ;
- l'instauration, en cas de défaut ou d'insuffisance de versement de l'acompte de l'IBP à charge des petites entreprises, d'une amende égale à 25% du montant non versé ;
- la conservation de la qualité d'assujetti à la TVA sur les deux années suivant celle de la constatation de la diminution du chiffre d'affaires.

Par Ordonnance n° 16/095 du 11 novembre 2016, une nouvelle équipe a été nommée à la tête de la DGI, composée d'un Directeur Général en la personne de Monsieur SELE YALAGHULI et de deux Directeurs Généraux Adjoints chargés respectivement des Questions Fiscales et des Réformes, Monsieur NGOY YAV N'ZAM et des Questions Administratives et Financières, Madame MUVOVA BONDO Lillie.

L'équipe qui a conduit les missions dévolues à la DGI jusqu'à mi-novembre 2016 était par contre composée de Monsieur Dieudonné LOKADI MOGA comme Directeur Général et de Messieurs Charles MUKWANGA WA MUKWANGA et Vincent KABWA KANYAMPA comme Directeurs Généraux Adjointes chargés respectivement des Questions Administratives et Financières et des Questions Fiscales et des Réformes, tous nommés par Ordonnance n° 10/032 du 28 mai 2010.

Dans ce contexte, la DGI a réalisé des recettes, hors Pétroliers producteurs, de **CDF 1 680 410 215 680,58** contre des assignations budgétaires de **CDF 1 737 524 626 262,00**, soit un taux d'exécution de **96,71%**, dégageant un gap de **CDF 57 114 410 581,42**.

# I. ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS





## II. EXECUTION DES MISSIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

### II.1. RAPPEL DES MISSIONS DE LA DGI

Créée par le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003, la Direction Générale des Impôts exerce, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, toutes les missions et prérogatives en matière fiscale relevant du Pouvoir central. Ces missions et prérogatives comprennent notamment l'assiette, le contrôle, le recouvrement et le contentieux des impôts, taxes, redevances et prélèvements à caractère fiscal.

La Direction Générale des Impôts est, en outre, chargée d'étudier et de soumettre à l'autorité compétente les projets de lois, de décrets et d'arrêtés en la matière. Elle doit également être consultée pour tout texte ou toute convention à incidence fiscale ou tout agrément d'un projet d'investissement à un régime fiscal dérogatoire.

Elle exerce ses compétences sur toute l'étendue du territoire national.

### II.2. ACTIONS DE LA HAUTE DIRECTION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Les actions menées par la haute Direction visent la supervision et la coordination de l'ensemble des activités de la DGI, la participation aux réunions de mobilisation de recettes et aux rencontres internationales, les **mécanismes de collaboration avec d'autres structures et la participation à la conclusion des conventions fiscales internationales.**

#### II.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités

Sous l'autorité de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, Monsieur Henri YAV MULANG, la Haute Direction a supervisé et coordonné l'ensemble des activités de la DGI. Elle a principalement donné l'impulsion dans la définition des stratégies mensuelles de mobilisation des recettes, par la tenue des réunions de la Commission d'Assiette et de Recouvrement, en vue de leur exécution par les Services de l'Administration Centrale et les Services Opérationnels chargés de la gestion quotidienne de l'impôt.

Aussi, les réunions mensuelles de pilotage des missions d'assiette et de recouvrement ainsi que les différents séminaires des Directeurs des Impôts organisés au cours de l'année 2016 ont-ils permis à la Haute Direction de procéder à l'évaluation régulière des activités de la DGI.

Dans le domaine de civisme fiscal, il a été organisé des réunions avec certaines entreprises consécutivement aux missions de contrevérification fiscale et des taxations d'office dont celles-ci ont fait l'objet.

La participation de la Haute Direction à la matinée de vulgarisation de la Loi de finances n° 15/021 du 31 décembre 2015 pour l'exercice 2016, organisée le 30 mars 2016 par la FEC à l'attention des entreprises de l'ex-province du Katanga, mérite aussi d'être renseignée.

## II.2.2. Participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales

Le Directeur Général des Impôts a régulièrement participé aux réunions des services mobilisateurs des recettes, tenues au cabinet de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, aux côtés notamment des responsables de deux autres Régies financières – la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et la Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales, Judiciaires et de Participations (DGRAD).

Dans le cadre des rencontres internationales touchant à la politique fiscale ou à l'administration des impôts, la DGI a pris part :

- au Séminaire sur le thème : « les prix de transfert et l'échange de renseignements », organisé conjointement par le Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) et la Direction Générale des Impôts et des Domaines du Sénégal, du 15 au 19 février 2016, à Dakar au Sénégal ;
- à l'Atelier sur l'administration efficace d'une base d'imposition de l'industrie extractive, organisé par le Fonds Monétaire International (FMI), du 16 au 18 février 2016, à Washington D.C (USA) ;
- à la 3ème réunion de consultation BEPS du CREDAF, organisé en partenariat avec l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), les 22 et 23 février 2016, à Dakar au Sénégal ;
- à la réunion du Groupe de travail Fiscalité et développement sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), le 1er mars 2016 et au 5ème Forum Mondial sur les prix de transfert organisé par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), du 02 au 03 mars 2016, à Paris en France ;
- à la 32ème Assemblée Générale et au 31ème Colloque international du Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF), sur le thème : « Quelles stratégies RH pour une administration moderne et efficace », tenus du 23 au 26 mai 2016, à Libreville au Gabon ;
- à la réunion du bureau du Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) le 1er juillet 2016 à Paris en France dont les points retenus à l'ordre du jour étaient : l'évaluation du 31ème colloque d'Abidjan, les activités du CREDAF en 2016, le programme d'activité du CREDAF pour 2017, la préparation de la 33ème Assemblée générale et du 32ème colloque, la situation financière du CREDAF et les questions diverses.
- à la conférence internationale sur le thème : « Conférence de haut niveau sur les flux financiers illicites », tenue du 14 au 15 juillet 2016, à Pretoria en Afrique du Sud.

## II.2.3. Mécanismes de collaboration avec d'autres structures

Concernant la mise en œuvre des mécanismes de collaboration, la Haute Direction a pris contact avec les responsables d'autres administrations et structures techniques ci-après :

- DGRK : au sujet de l'harmonisation des vues sur le régime fiscal applicable aux revenus tirés de la location des propriétés appartenant à une société immobilière ;
- Commission de passation des marchés : sur l'examen des rapports de la Sous-commission d'analyse des offres relatives à l'acquisition d'un terrain devant abriter le 2ème CDI de Kinshasa et à l'impression des imprimés spécifiques et de valeur ;

- DGDA, DGRAD et DGRK : sur l'opérationnalisation du Comité Technique institué par l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2016/015 du 16 mars 2016 portant mise en place d'une équipe de travail chargée de l'élaboration d'un protocole d'échange réciproque d'informations entre les Régies ;
- BCECO, COREF, COFED : sur la poursuite de l'examen des obligations fiscales à accomplir par ceux-ci ;
- INSS, ONEM et INPP : sur l'évaluation des activités du guichet unique de déclarations et de paiements des impôts, cotisations sociales et contributions patronales sur les rémunérations ;
- RTNC : au sujet de la signature du protocole d'accord de collaboration, sur la collecte par la DGI de la redevance sur les appareils récepteurs d'émissions audiovisuelle.

#### II.2.4. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales

Conformément à l'article 2, alinéa 3 in fine, du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant sa création, la DGI est consultée avant la conclusion de toute convention à incidence fiscale. Dans ce cadre, au cours de cette année, la DGI n'a pas participé à la conclusion de nouvelles conventions fiscales internationales. Toutefois, les deux conventions fiscales signées avec la Belgique et la RSA, ratifiées par la RDC en 2011 sont publiées au Journal officiel numéros 11 et 19 parus respectivement le 1<sup>er</sup> juin 2016 pour la Belgique et le 1<sup>er</sup> octobre de la même année pour la RSA.

### II.3. MISSION DE LEGISLATION FISCALE

#### II.3.1. Projets de textes fiscaux initiés par la DGI

Conformément à l'article 2, alinéa 3 *in limine*, du Décret n° 017/2003 portant sa création, la DGI a un pouvoir d'initiative pour préparer, en matière fiscale, des avant-projets de lois à voter par le Parlement et à promulguer par le Président de la République, des avant-projets de décrets à sanctionner par le Premier Ministre et des projets d'arrêtés à signer par le Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

En 2016, la DGI a soumis au Gouvernement une série de nouvelles mesures fiscales à intégrer dans le projet de Loi de Finances pour l'exercice 2017 devant modifier et compléter certaines dispositions de :

##### la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures :

Articles 24 bis, 24 ter, 51, 63, 64, 65, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 75, 81 bis, 108 et 109.

- **l'Ordonnance-Loi n°69/009 du 10 février 1969 relatives aux impôts cédulaires sur les revenus :**

Articles 13, 22 bis, 31 bis, 38 bis, 43 bis, 46 et 94.

- **l'Ordonnance-Loi n°10/001 du 20 août 2010 portant institution de taxe sur la valeur ajoutée :**

Articles 15, 17, 53, 56, 59 ter, 59 quater, 64 alinéa 1<sup>er</sup>, 74 ter et 74 quater.

- **l'Ordonnance-Loi n°13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits :**

Article 2.

### II.3.2. Projets de textes réglementaires

La DGI a élaboré, au cours de l'année 2016, des projets de textes réglementaires ci-après :

- Projet d'Arrêté Ministériel devant fixer les modalités complémentaires de remboursement des crédits de TVA ;
- Projet d'Arrêté fixant le prix de vente du code des Impôts mis à jour au 15 juillet 2014 et du Guide fiscal et Comptable de la TVA 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> éditions ;
- Projet d'Arrêté Ministériel portant mesures d'exécution de l'article 24 de la Loi de finances n°15/021 du 31 décembre 2015 pour l'exercice 2016 relatif au chiffre d'affaires limite pour l'application du régime fiscal des Petites entreprises en matière d'IBP ;
- Projet d'Arrêté Ministériel devant fixer les mesures d'exécution relatives aux contestations en matière de recouvrement des Impôts ;
- Projet d'Arrêté Ministériel portant suspension de la perception de la TVA à l'importation en faveur de quelques entreprises minières ;
- Projet d'Arrêté Ministériel portant généralisation de la mesure de suspension de la perception de la TVA au profit de toutes les entreprises minières ;
- Projet d'Arrêté Ministériel fixant les modalités pratiques d'application de la procédure de réexamen du contentieux fiscal d'assiette en phase administrative ;
- Projet d'Arrêté Ministériel fixant les modalités pratiques d'expédition de certains actes de procédure par voie électronique ;
- Projet d'Arrêté Ministériel portant suspension de la perception de la TVA sur certains produits de première nécessité ;
- Projet d'Arrêté Ministériel fixant les conditions de souscription des déclarations fiscales par voie électronique ;
- Projet d'Arrêté Ministériel portant majoration de la taxe relative à l'immatriculation des véhicules.

### II.3.3. Elaboration des notes de services

Plusieurs notes de services ont été élaborées pour assurer la diffusion des textes fiscaux à caractère législatif et réglementaire. Les notes de services sanctionnées par le Directeur Général des Impôts en 2016 ont porté sur :

- le dépôt de la déclaration spéciale des résultats de réévaluation ;
- la délégation du pouvoir de prendre la décision clôturant l'instruction d'une demande de remboursement des crédits TVA ;
- les modalités d'assujettissement à la TVA par voie d'option ;
- la mise en œuvre du régime commercial simplifié du COMESA ;
- les instructions relatives à l'exercice des missions notamment fiscales des contrôleurs des finances ;

- les modalités d'application de l'exonération de la TVA en faveur des Missions diplomatiques et consulaires et des Représentations des Organisations Internationales ;
- les mesures d'allègements fiscaux et douaniers applicables à la production, à l'importation et à l'exportation de l'énergie électrique.

### **II.3.4. Diffusion des textes fiscaux, des documents d'interprétation des textes fiscaux**

#### **II.3.4.1. Diffusion des textes fiscaux**

Certaines Notes de Service ont spécialement procédé à la diffusion des Arrêtés Interministériels. Il s'agit notamment des arrêtés Interministériels :

- accordant des exonérations fiscales à certaines Sociétés dans le cadre du code des investissements ;
- accordant des exemptions fiscales à quelques Associations Sans But Lucratif ;
- accordant des avantages dans le cadre du régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.

#### **II.3.4.2. Diffusion des documents d'interprétation des textes fiscaux**

Les Circulaires Interministérielles ou Ministérielles ainsi que les notes de service sont diffusées en vue de permettre à l'ensemble du personnel de la DGI de disposer des documents comportant l'interprétation officielle des textes fiscaux. A ce titre, la Circulaire Ministérielle du 17 mars 2016 fixant les modalités d'application du Décret du 28 avril 2015 portant mesures d'allègements fiscaux et douaniers applicables à la production, à l'importation et à l'exportation de l'énergie électrique a fait l'objet de diffusion.

### **II.3.5. Notes de service de réglementation résiduelle**

Sur habilitation législative ou par nécessité pratique d'application des textes fiscaux, la DGI exerce un pouvoir de définition des modèles de formulaires des déclarations fiscales. Dans ce cadre, des notes de services sont initiées et sanctionnées pour diffuser lesdits modèles. Au cours de deux dernières années, les modèles de déclaration fiscale ci-après ont été mis en service :

- Modèle de déclaration de l'IBP pour les Grandes et Moyennes Entreprises ;
- Modèle actualisé et uniformisé de procès-verbal de constat de dépôt de la déclaration de l'IBP et de ses annexes pour les Grandes et Moyennes Entreprises ;
- Modèle de formulaire de demande d'assujettissement à la TVA par voie d'option ;
- Nouveau modèle de déclaration mensuelle de TVA.

### **II.3.6. Ediction des mesures d'exécution de la législation fiscale**

Dans le cadre de sa mission générale d'exécution de la législation et de la réglementation fiscales et dans le respect de son pouvoir réglementaire résiduel en la matière, la DGI a édicté des instructions portant notamment sur :

- la détermination du chiffre d'affaires dans l'environnement OHADA relativement à la déclaration de l'IBP pour les Grandes et Moyennes Entreprises ;

- la détermination du cadre conceptuel et méthodologique pour l'évaluation des dépenses fiscales ;
- le réexamen d'un litige fiscal en phase administrative ;
- le délai de traitement des réclamations contentieuses ;
- le paiement, par les pétroliers distributeurs, de la TVA à l'importation en même temps que la TVA nette au niveau de la DGDA ;
- le régime fiscal applicable en matière d'impôts sur les bénéfices et profits aux contribuables assujettis à la TVA par voie d'adoption ;
- la suspension de la TVA à l'importation en faveur des entreprises minières ;
- la suspension de la perception de la TVA à l'importation des équipements et matériels d'aviation.

#### **II.4. BUDGET DES RECETTES DGI 2016**

La Loi rectificative de finances n° 16/006 du 29 Juin 2016 pour l'exercice 2016 assigne à la DGI des prévisions des recettes hors Pétroliers producteurs de l'ordre de **CDF 1 737 524 626 262,00** élatées comme suit :

- Prévisions des recettes hors TVA : **CDF 1 109 249 753 590,00**
- Prévisions des recettes TVA : **CDF 628 274 872 672,00**

Les mesures fiscales ci-après contenues dans la Loi de finances précitée, devraient accompagner les actions de mobilisation des recettes de la DGI :

##### **1. En matière d'Impôt Professionnel**

- la fixation à 10%, du taux de l'impôt professionnel sur le capital-pension payé au travailleur en partance à la retraite par son employeur à travers la caisse de pensions de retraite complémentaires ;
- la fixation d'un impôt forfaitaire, au titre d'IBP, à charge des entreprises en activité qui n'ont pas réalisé de chiffre d'affaires au cours d'un exercice ;
- la fixation, à 60% du bénéfice fiscal avant imputation, de la proportion de l'imputation des pertes professionnelles d'un exercice comptable ;
- la précision donnée sur l'application du taux de l'IBP de 35% aussi bien aux personnes morales qu'aux personnes physiques de droit commun.

##### **2. Régime d'imposition des entreprises de petite taille**

- le relèvement du chiffre d'affaires limite, de **80 000 000,00 FC** à **200 000 000,00 FC**, pour l'application du régime fiscal des petites entreprises en matière d'IBP. Les modalités concrètes d'application de cette mesure seront déterminées par Arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions ;
- la fixation de l'échéance de paiement du solde de l'IBP au 30 avril de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus, pour les entreprises de petite taille ;
- la fixation de l'échéance de paiement de l'IBP au 30 avril de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus pour les Micro-Entreprises.

### 3. En matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée

- l'option pour les personnes physiques et morales assujetties à la TVA qui réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur au seuil d'assujettissement à la TVA de choisir pour les régimes à la TVA ;
- l'introduction d'une période d'observation de deux ans en cas de diminution du chiffre d'affaires de l'assujetti en deçà du seuil d'assujettissement à la TVA avant de perdre la qualité d'assujetti à la TVA.

### 4. En matière de procédure fiscale

- l'insertion du numéro de téléphone et de l'adresse électronique dans la liste des éléments d'identification du contribuable à communiquer obligatoirement à l'Administration en vue de permettre l'échange de correspondances ou d'informations par voie électronique ou par téléphone ;
- la reconnaissance à la déclaration fiscale par voie électronique les mêmes effets juridiques que la déclaration fiscale souscrite sur support papier ;
- l'introduction de la possibilité d'adresser aux contribuables les lettres de relance valant mise en demeure de déclarer ou de payer soit sur support papier, soit par voie électronique ;
- l'introduction de la possibilité d'envoyer au contribuable l'Avis de Mise en Recouvrement par voie électronique ;
- la distinction à établir entre les mesures ou actes de poursuites proprement dits (Avis à Tiers Détenteurs, saisies, ventes et fermeture provisoire des établissements par l'apposition des scellés) et les mesures ou actes préalables aux poursuites (avis de mise en recouvrement, mise en demeure de payer, contrainte et commandement) dans le cadre de la procédure du contentieux de recouvrement ;
- la réaffirmation du recours préalable auprès de l'Administration des Impôts en matière de contentieux de recouvrement avant saisine du juge ;
- la détermination de seuls cas concernés par le contentieux de recouvrement (régularité en la forme de l'acte de poursuites qui exige le paiement de l'impôt, existence de l'obligation de payer, montant de la dette compte tenu des paiements effectués, délai de l'exigibilité de la somme réclamée ou tout autre motif ne remettant pas en cause l'assiette et le calcul de l'impôt) ;
- l'obligation, pour le Receveur des Impôts, de statuer sur la demande introduite par le redevable en matière de contentieux de recouvrement dans le délai de trois jours ouvrables ;
- l'obligation, pour le contribuable, d'introduire son recours devant le juge en matière de contentieux de recouvrement dans un délai d'un mois prenant cours à la date soit de la notification de la décision du Receveur des Impôts, soit de l'expiration du délai de trois jours ouvrables précité ;
- l'introduction de la procédure d'admission en non valeur des créances irrécouvrables ;
- la suppression de l'obligation, pour l'Huissier fiscal, de produire à chaque intervention la copie de sa commission d'Huissier. Le commissionnement par Arrêté du Ministre ayant la justice dans ses attributions suffit ;
- la réaffirmation du recours préalable du redevable devant l'Administration des Impôts en matière de contentieux d'assiette, avant saisine du juge ;
- l'institution de la procédure de transaction en matière de pénalités fiscales mises en recouvrement à l'initiative exclusivement de l'Administration des Impôts.

Comparées aux assignations budgétaires de l'année 2015 de l'ordre de **CDF 2 374 764 594 071,00**, ces prévisions connaissent un taux de décroissance de **26,83%**.

## II.4.1. Actions menées pour l'exécution du Budget des recettes des impôts

Pour l'exécution du Budget des recettes des impôts de l'année 2016, les actions ci-après ont été arrêtées et mises en œuvre :

- le recouvrement effectif de l'IPR sur l'ensemble de l'assiette imposable (émoluments, salaires, primes, collations et autres avantages) à charge des membres des institutions politiques (nationales et provinciales) et assimilés ainsi que des fonctionnaires et agents publics ;
- le concours du Gouvernement de la République en vue d'obtenir l'implication des Autorités des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées dans la sensibilisation, le recensement et le recouvrement de l'impôt forfaitaire à charge des micro-entreprises au titre d'IBP ;
- l'imposition de la plus-value de cession directe ou indirecte des titres miniers ;
- l'implémentation du dispositif de remontée des informations de la TVA collectée au serveur de la DGI (caisses enregistreuses) ;
- le réajustement du taux de l'imputation de pertes professionnelles de 70% à 60% ;
- le renforcement du contrôle en matière de prix de transfert ;
- le renforcement de lutte contre le secteur informel ;
- l'implication du Gouvernement de la République pour la fiscalisation effective des engagés locaux des Missions diplomatiques et représentations des Organismes internationaux en République Démocratique du Congo ;
- l'application rigoureuse de la réglementation sur le numéro impôt par l'ensemble des services publics (Ministères, Etablissements et Organismes publics, Provinces, Entités Territoriales Décentralisées, etc.) ;
- le concours de la Police de circulation routière dans le contrôle de véhicules faisant encore usage des anciennes plaques d'immatriculation ;
- l'organisation des contrôles mixtes DGDA-DGI sur l'origine des produits revendus sur le territoire national ;
- l'intensification de la campagne de sensibilisation sur l'émission obligatoire de la facture par les assujettis à la TVA ;
- le paiement préalable du principal de la cotisation contestée comme condition de recevabilité du recours juridictionnel en matière de contentieux d'assiette ;
- l'application rigoureuse et le renforcement de mesures de recouvrement forcé à l'encontre des défaillants en paiement (Avis à tiers détenteurs, saisies mobilières, immobilières et les ventes qui en découlent, fermeture provisoire des établissements par l'apposition de scellés) ;
- le respect du délai limite (30 jours de la saisine du Tribunal) d'instruction juridictionnelle des recours contre la validité et la forme des actes de poursuites en recouvrement établis à l'initiative du Receveur des Impôts.

## II.4.2. Exécution du Budget des recettes des impôts

A fin 2016, les recettes hors Pétroliers producteurs de la DGI comptabilisées se chiffrent à **CDF 1 680 410 215 680,58** réparties comme suit :

- Recettes hors TVA comptabilisées : **CDF 1 061 198 504 370,26**
- Recettes TVA comptabilisées : **CDF 619 211 711 310,32**

Par rapport aux prévisions budgétaires de la période de **CDF 1 737 524 626 262,00**, Il se dégage un écart négatif de **CDF 57 114 410 581,42**, soit un taux d'exécution de **96,71%**.

## II.4.2.1. Exécution du Budget des recettes par nature d'impôt

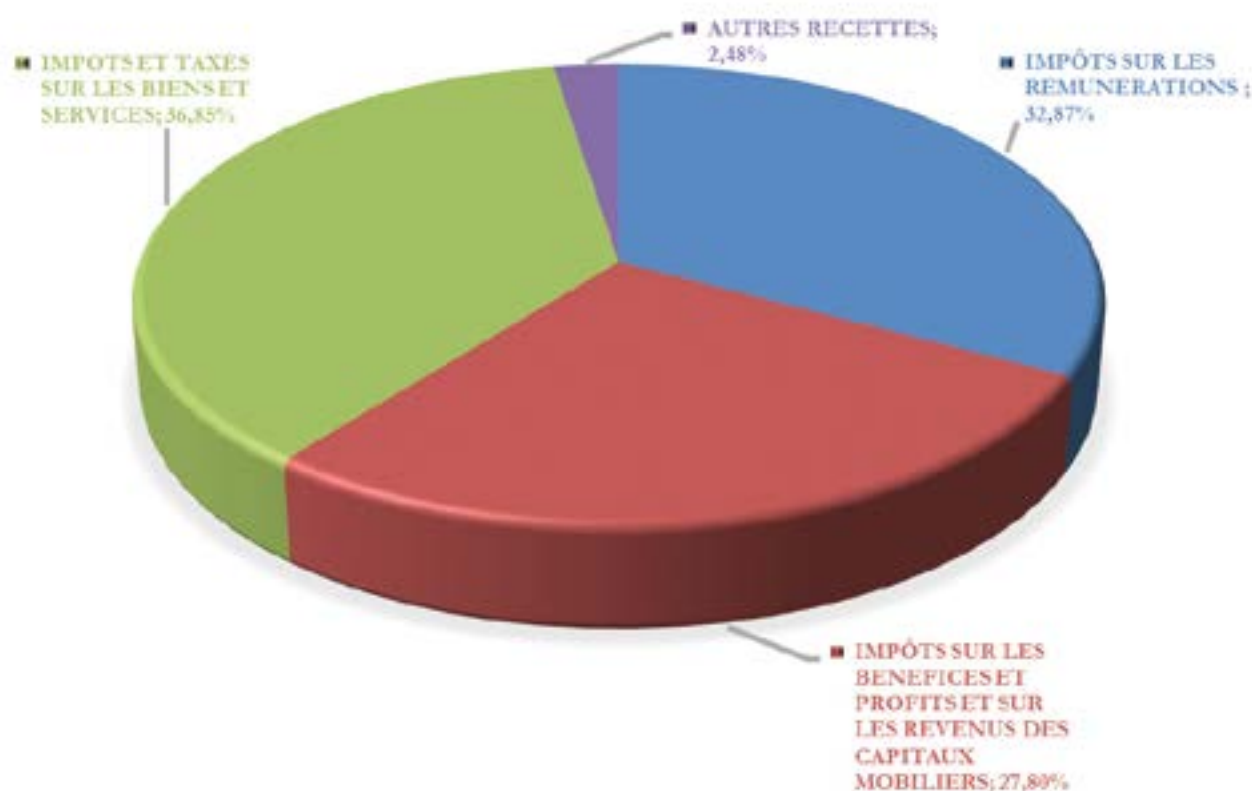
Au regard des assignations budgétaires de l'exercice, les réalisations par nature d'impôt de la DGI se présentent de la manière suivante :

NATURE	PREVISIONS	REALISATIONS	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PART.
<b>RECETTES HORS TVA</b>					
<b>IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS</b>	<b>633 762 332 654,00</b>	<b>552 272 198 412,68</b>	<b>-81 490 134 241,32</b>	<b>87,14%</b>	<b>32,87%</b>
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	446 851 323 986,00	409 976 807 098,94	-36 874 516 887,06	91,75%	24,40%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	48 611 600 000,00	18 828 463 546,00	-29 783 136 454,00	38,73%	1,12%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics					
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	13 801 100 000,00	12 788 966 879,00	-1 012 133 121,00	92,67%	0,76%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières	11 450 570 000,00	5 093 909 373,25	-6 356 660 626,75	44,49%	0,30%
Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	62 298 274 610,00	62 241 125 064,99	-57 149 545,01	99,91%	3,70%
Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	50 749 464 058,00	43 342 926 450,50	-7 406 537 607,50	85,41%	2,58%
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS</b>	<b>436 500 884 210,00</b>	<b>467 230 322 913,31</b>	<b>30 729 438 703,31</b>	<b>107,04%</b>	<b>27,80%</b>
Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	296 466 366 838,00	365 466 418 753,77	69 000 051 915,77	123,27%	21,75%
Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	35 617 358 727,00	2 869 156 114,90	-32 748 202 612,10	8,06%	0,17%
Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	54 365 468 071,00	45 449 647 623,73	-8 915 820 447,27	83,60%	2,70%
Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	50 051 690 574,00	53 445 100 420,91	3 393 409 846,91	106,78%	3,18%
<b>IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	<b>0,00</b>	<b>47 121 618,46</b>	<b>47 121 618,46</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>
Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur	0,00	47 121 618,46	47 121 618,46		0,00%
<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>38 986 536 726,00</b>	<b>41 648 861 425,81</b>	<b>2 662 324 699,81</b>	<b>106,83%</b>	<b>2,48%</b>
Immatriculation des véhicules	2 046 495 780,00	1 372 632 958,73	-673 862 821,27	67,07%	0,08%
Vente des imprimés	1 536 476 436,00	217 756 779,63	-1 318 719 656,37	14,17%	0,01%
Amendes et pénalités	35 403 564 510,00	40 058 471 687,45	4 654 907 177,45	113,15%	2,38%
<b>SOUS-TOTAL HORS TVA</b>	<b>1 109 249 753 590,00</b>	<b>1 061 198 504 370,26</b>	<b>-48 051 249 219,74</b>	<b>95,67%</b>	<b>63,15%</b>
<b>RECETTES TVA</b>					
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	604 083 879 425,32	561 365 656 409,20	-42 718 223 016,12	92,93%	33,41%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	24 190 993 246,68	57 846 054 901,12	33 655 061 654,44	239,12%	3,44%
<b>SOUS-TOTAL TVA</b>	<b>628 274 872 672,00</b>	<b>619 211 711 310,32</b>	<b>-9 063 161 361,68</b>	<b>98,56%</b>	<b>36,85%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 737 524 626 262,00</b>	<b>1 680 410 215 680,58</b>	<b>-57 114 410 581,42</b>	<b>96,71%</b>	<b>100,00%</b>

De manière synthétisée en grandes rubriques budgétaires, la situation se présente suivant le tableau ci-dessous :

NATURE	PREVISIONS	REALISATIONS	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PART.
IMPÔTS SUR LES RÉMUNÉRATIONS	633 762 332 654,00	552 272 198 412,68	-81 490 134 241,32	87,14%	32,87%
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITALS MOBILIERS	436 500 884 210,00	467 230 322 913,31	30 729 438 703,31	107,04%	27,80%
IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	628 274 872 672,00	619 258 832 928,78	-9 016 039 743,22	98,56%	36,85%
AUTRES RECETTES	38 986 536 726,00	41 648 861 425,81	2 662 324 699,81	106,83%	2,48%
<b>TOTAL</b>	<b>1 737 524 626 262,00</b>	<b>1 680 410 215 680,58</b>	<b>-57 114 410 581,42</b>	<b>96,71%</b>	<b>100,00%</b>

### PARTICIPATION DES GRANDES MASSES BUDGETAIRES AUX RÉALISATIONS DE LA DGI EN 2016



Il ressort des tableaux et graphique ci-dessus les constats ci-après :

- 1) les impôts indirects constitués de la TVA et des recettes accidentelles de l'ICA et autres sont intervenus respectivement à raison de **36,85%** ;

- 2) les impôts directs constitués de l'impôt sur les rémunérations ainsi que de l'impôt sur les bénéfices et profits et de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers ont participé respectivement dans les recettes globales à hauteur de **32,87%** et **27,80%** ;
- 3) les autres recettes ont participé à **2,48%** dans les recettes globales.

Il sied de signaler que les recettes TVA nette en régime intérieur de l'année 2016 sont de l'ordre de **CDF 619 211 711 310,32** dont **CDF 561 365 656 409,20** sur les déclarations autoliquidatives et **CDF 57 846 054 901,12** sur les AMR A.

## II.4.2.2. Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts

### II.4.2.2.1. Justification en rapport avec les indicateurs issus du cadrage macroéconomique

La hauteur des prévisions de recettes est fixée sur base des hypothèses portées par les éléments du cadrage macroéconomique (taux de croissance, taux de change moyen, taux de change fin période, taux d'inflation, déflateur du PIB et PIB nominal), lesquelles définissent, de manière prévisionnelle, le contexte susceptible de prévaloir au cours de l'année de réalisation des recettes.

Cependant, il s'observe généralement des écarts entre les paramètres macroéconomiques ainsi projetés et ceux effectivement observés au cours de l'année de réalisation des recettes. Cette situation qui est exogène aux Régies constitue le premier niveau d'explication de la non-réalisation de certaines rubriques des recettes eu égard au caractère généralement optimiste du cadrage prévisionnel.

Le tableau ci-dessous en donne les détails :

INDICATEURS	VOTE	REVISE
Taux de croissance du PIB (en %)	5,30	4,30
Déflateur du PIB (en %)	3,33	3,33
Taux d'inflation moyen (en %)	4,10	4,10
Taux d'inflation fin période (en %)	4,20	4,20
Taux de change moyen (CDF/USD)	948,50	1 034,10
Taux de change fin période (CDF/USD)	970,00	1 052,60
PIB nominal (en milliards de CDF)	37 783,94	36 032,90

#### II.4.2.2.2. *Autres faits justificatifs*

Il sied de préciser que le taux d'exécution appréciable de 96,71% constaté à fin 2016 est consécutif notamment à :

- un meilleur encadrement des contribuables avec un impact positif sur les recettes de l'IBP des Grandes et Moyennes entreprises avec un montant de **CDF 365 466 418 753,77** par rapport aux prévisions de **CDF 296 466 366 838,00** ;
- l'amélioration des recettes de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers avec un montant de **CDF 53 445 100 420,91** par rapport aux prévisions de **CDF 50 051 690 579,00** ;
- l'amélioration des recettes des amendes et pénalités consécutives aux paiements croisés des créances et dettes entre l'Etat et les sociétés du portefeuille de l'Etat intervenus en octobre 2016 avec un montant de **CDF 40 058 471 687,45** par rapport aux prévisions de **CDF 35 403 564 510,00** ;

Toutefois, ce niveau des prévisions de 2016 n'a pu être réalisé à la suite notamment des éléments suivants :

- **Au titre d'impôt sur les rémunérations**

1. la non retenue de l'IPR sur l'ensemble de l'assiette imposable (émoluments, salaires, primes, collations et autres avantages) à charge des membres des institutions politiques (nationales et provinciales) ;
2. l'interférence des autorités politiques ne permettant pas le recouvrement intégral des droits dus par les entreprises du portefeuille de l'Etat suite au reversement partiel de l'IPR ;
3. la non application de la mesure portant fiscalisation effective des engagés locaux des Missions diplomatiques et représentations des Organismes internationaux en République Démocratique du Congo ;
4. la réduction de la rétrocession ayant entraîné aussi la réduction des primes et par voie de conséquence de l'IPR retenu sur les fonctionnaires des Régies financières.

- **Au titre d'impôt sur les bénéfices et profits**

La faible culture fiscale des entreprises de petite taille et le non accompagnement des autorités politico-administratives dans le recouvrement des droits dus par elles.

- **Au titre de TVA**

1. le non paiement de la TVA facturée sur les marchés publics à financement extérieure ;
2. la suspension du prélèvement de la TVA sur les produits de première nécessité pendant les trois derniers mois de l'année ;
3. la difficulté d'application de la mesure sur l'implantation des caisses enregistreuses ;
4. l'octroi des exonérations dérogatoires en matière de TVA en marge des dispositions de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, telle que modifiée et complétée à ce jour ;
5. le reversement partiel de la TVA nette collectée par les entreprises du Portefeuille de l'Etat ;

6. la prise en charge de la fiscalité indirecte par le Gouvernement de la République constituant un manque à gagner évalué à fin 2016 à **CDF 8 543 164 510,70** au niveau des grandes entreprises ;
7. la fraude liée au phénomène de vente sur le marché local des produits importés par les bénéficiaires d'exonérations (Missions Diplomatiques et Consulaires, entreprises exécutant des travaux de réhabilitation des infrastructures publiques, etc.).

Enfin, il faut ajouter quelques raisons exogènes ci-après :

1. les difficultés d'assurer la traçabilité de certains flux des marchandises mises en vente sur le marché national, sans manifestement avoir acquitté les droits d'entrée et la TVA au cordon douanier ;
2. l'interférence de la justice dans les actions en recouvrement de créances fiscales dont le contentieux n'est pas en phase juridictionnelle.



*Siège de la DPI/Katanga*

### II.4.3. Exécution des contrats de performance par Centre de perception

L'exécution des assignations par Centre de perception est présentée de la manière suivante dans le tableau ci-dessous :

CENTRE	PREVISIONS	REALISATIONS	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIPATION
DKIE	1 517 818 203 032,33	1 464 398 203 998,33	-53 419 997 034,00	96,48%	87,15%
DUI-KIN	72 655 409 730,09	61 575 124 652,22	-11 080 285 077,87	84,75%	3,66%
<b>S/TOTAL KINSHASA</b>	<b>1 590 473 610 771,42</b>	<b>1 525 973 328 650,55</b>	<b>-64 500 282 120,87</b>	<b>95,94%</b>	<b>90,81%</b>
BANDUNDU	1 380 919 635,98	1 162 562 758,20	-218 356 877,78	84,19%	0,07%
BAS-CONGO	7 744 236 937,28	9 163 816 639,93	1 419 579 702,65	118,33%	0,55%
EQUATEUR	1 183 196 583,21	1 039 841 894,26	-143 354 688,95	87,88%	0,06%
KASAI OCCIDENTAL	1 115 960 783,38	1 073 573 062,62	-42 387 720,76	96,20%	0,06%
KASAI ORIENTAL	2 097 339 007,30	2 048 521 642,29	-48 817 365,01	97,67%	0,12%
KAFANGA	85 387 612 161,74	81 340 454 514,54	-4 047 157 647,20	95,26%	4,84%
MANIEMA	1 333 066 125,39	1 280 550 071,78	-52 516 053,61	96,06%	0,08%
NORD KIVU	15 040 650 434,69	14 132 155 971,99	-908 494 462,70	93,96%	0,84%
PROVINCE ORIENTALE	22 458 982 294,47	33 740 121 779,46	11 281 139 484,99	150,23%	2,01%
SUD KIVU	9 309 051 527,15	9 455 288 094,96	146 237 167,81	101,57%	0,56%
<b>S/TOTAL DPI</b>	<b>147 051 015 490,59</b>	<b>154 436 887 030,03</b>	<b>7 385 871 539,44</b>	<b>105,02%</b>	<b>9,19%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 737 524 626 262,00</b>	<b>1 680 410 215 680,58</b>	<b>-57 114 410 581,42</b>	<b>96,71%</b>	<b>100,00%</b>

**PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI 2016  
PAR CENTRE DE PERCEPTION**



Ce tableau et graphique révèlent que la Direction des Grandes Entreprises (DGE) a participé à hauteur de **87,15%** aux recettes de la DGI, suivie de la Direction Provinciale des Impôts du Katanga avec **4,84 %**, de la Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa avec **3,66%** et de la Direction Provinciale des Impôts de la Province Orientale avec **2,01%**. Les autres Directions Provinciales des Impôts ont participé globalement à hauteur de **2,34%** des recettes totales.

En outre, il ressort du tableau ci-dessus que les DPI/Province Orientale, Bas-Congo et Sud Kivu ont dépassé leurs assignations avec des taux d'exécution respectifs de **150,23%**, **118,33%** et **101,57%**. Tous les autres Services ont réalisé des taux d'exécution appréciables dépassant **80%**.

#### II.4.4. Suivi des paiements du secteur des ressources naturelles

Le secteur des ressources naturelles (Mines, Hydrocarbures et Forêts) a contribué à hauteur de **CDF 504 072 057 001,43**. Par rapport aux recettes globales de la DGI de l'ordre de **CDF 1 680 410 215 680,58**, la participation du secteur atteint un taux de **30,00%**. Les détails de ces paiements, par nature d'impôt, se présentent comme suit :

NATURE	MINES	HYDROCARBURES	FORÊTS	CUMUL
IBP	179 044 716 667,61	35 539 576 747,23	84 240 827,15	<b>214 668 534 241,99</b>
IPR/NATIONAUX	105 945 004 525,20	3 062 122 386,34	53 286 169,96	<b>109 060 413 081,50</b>
TVA	73 046 877 989,18	0,00	19 639 963,55	<b>73 066 517 952,73</b>
IPR/EXPATRIES	56 988 011 303,19	345 769 842,68	10 540 915,77	<b>57 344 322 055,62</b>
IERE	29 109 726 240,06	0,00	11 852 077,04	<b>29 121 578 323,12</b>
IM	11 688 357 556,42	0,00	5 759 496,29	<b>11 694 117 052,71</b>
IBP/NON RESIDENT	7 465 982 111,15	0,00	0,00	<b>7 465 982 111,15</b>
PENALITES	1 569 742 708,80	18 391 897,73	29 305 378,39	<b>1 617 439 984,92</b>
ICA/I	33 152 197,69	0,00	0,00	<b>33 152 197,69</b>
<b>TOTAL</b>	<b>464 891 571 299,30</b>	<b>38 965 860 873,98</b>	<b>214 624 828,15</b>	<b>504 072 057 001,43</b>
<b>TAUX DE PARTICIPATION</b>	<b>92,23%</b>	<b>7,73%</b>	<b>0,04%</b>	<b>100,00%</b>

#### II.4.5. Suivi des paiements IBP des Pétroliers producteurs

Pour l'exercice 2016, contre les prévisions IBP des Pétroliers producteurs de **CDF 59 786 716 778,00**, les paiements y relatifs sont de **CDF 35 539 576 747,36**, ce qui représente un taux d'exécution de **59,44%**. Par rapport aux recettes enregistrées en 2015, soit **CDF 78 417 249 269,39**, il se dégage un taux de régression de **54,68%** suite à la baisse du prix du baril.

Les détails y relatifs se présentent comme suit :

REPERTOIRE		PRODUCTION EN BARIL	EXPORTATION EN BARIL	VENTES EN USD	PAIEMENTS EFFECTUES EN CDF	PRIX MOYEN DU BARIL
ON SHORE	1. LIREX	1 455 824,92	1 510 000,00		5 249 632 644,36	42,06
	2. PERENCO-REP	1 746 993,08	1 813 000,00	55 171 795,00	6 588 037 988,38	42,06
<b>TOTAL ON SHORE</b>		<b>3 202 818,00</b>	<b>3 323 000,00</b>		<b>11 837 670 632,74</b>	
OFF SHORE	1. MIOC	2 317 115,46	2 345 225,00	97 776 544,76	12 841 701 580,85	40,87
	2. TEIKOKU	1 495 929,74	1 515 000,00	62 951 510,00	7 912 919 329,76	40,87
	3. CHEVRON	821 185,72	831 000,00	34 448 892,00	2 947 285 204,01	40,87
<b>TOTAL OFF SHORE</b>		<b>4 634 230,92</b>	<b>4 691 225,00</b>		<b>23 701 906 114,62</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>7 837 048,92</b>	<b>8 014 225,00</b>		<b>35 539 576 747,36</b>	

Le prix du baril pour la production du pétrole on shore s'est situé, pour l'année 2016, entre USD 27,00 et 52,00, tandis que celui du pétrole off shore s'est situé entre USD 27,26 et 51,17.

## II.5. MISSIONS D'ASSIETTE

### II.5.1. Attribution du Numéro Impôt

Institué par Décret n° 03/012 du 18 juillet 2003, le Numéro Impôt sert à l'identification des contribuables. Il est le seul identifiant de toute personne physique ou morale, redevable d'impôts et autres droits dus à l'Etat. Il répond au triple souci de :

- maîtriser les répertoires généraux des contribuables et assujettis de tous les Services opérationnels ;
- faciliter le recoupement d'informations à caractère fiscal entre différentes Administrations ;
- élargir l'assiette fiscale.

Dans le but d'accélérer l'attribution du Numéro Impôt, l'option levée fut celle de procéder à la mise en service des postes déconcentrés de saisie des fiches d'identification des contribuables en provinces. A fin 2016, trois postes déconcentrés de saisie (DUI-KIN, DPI KATANGA et DPI KONGO CENTRAL), en réseau avec le serveur central installé à l'Administration Centrale, étaient déjà opérationnels.

Au cours de l'année 2016, les statistiques d'attribution du Numéro Impôt se présentent de la manière suivante :

PP	PM	ASBL	TOTAL
19 245	2 923	717	22 885

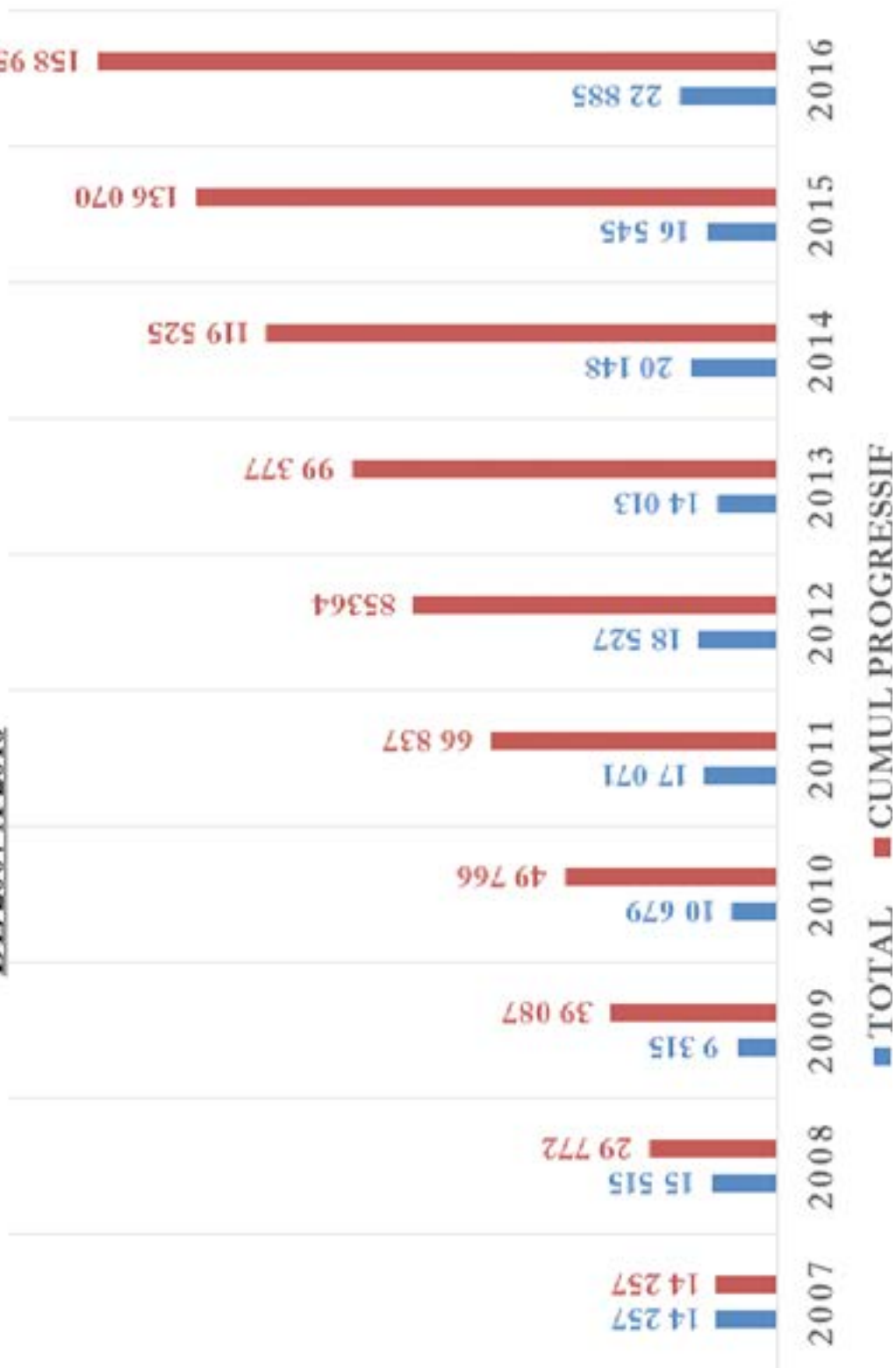
Source : Rapport annuel de la DIRAF.

Depuis le début de l'opération en 2007, l'attribution du Numéro Impôt s'est effectuée à fin 2016 de la manière ci-après :

ANNEE D'ATTRIBUTION	PP	PM	ASBL	TOTAL	CUMUL PROGRESSIF
2007	12 336	1 415	506	14 257	14 257
2008	13 905	1 103	507	15 515	29 772
2009	8 050	929	336	9 315	39 087
2010	9 596	750	333	10 679	49 766
2011	15 100	1 072	899	17 071	66 837
2012	15 738	1 771	1 018	18 527	85 364
2013	11 716	1 617	680	14 013	99 377
2014	17 519	2 052	577	20 148	119 525
2015	15 607	357	581	16 545	136 070
2016	19 245	2 923	717	22 885	158 955

Source : Rapports annuels de la DIRAF et des Services opérationnels.

**EVOLUTION DE L'OPERATION D'ATTRIBUTION DU NUMERO IMPOT  
DE 2007 A 2016**



## II.5.2. Tenue et mise à jour des répertoires

### II.5.2.1. Répertoires généraux des services opérationnels

A fin 2016, les répertoires généraux des Services opérationnels se présentent comme suit :

SERVICE	STRUCTURES REFORMEES ET NON REFORMEES	CIS		TOTAL
		PETITES ENTREPRISES	MICRO ENTREPRISES	
DGE	790			790
DUI-KIN		7 373	9 417	16 790
CDI-KIN	5 173			5 173
<b>TOTAL KIN</b>				<b>21 963</b>
NORD-KIVU		6 002	6 336	12 338
CDI-GOMA	610			610
<b>TOTAL NORD-KIVU</b>				<b>12 948</b>
KONGO CENTRAL		1 607	1 974	3 581
CDI-MATADI	784			784
<b>TOTAL KONGO CENTRAL</b>				<b>4 365</b>
KATANGA		3 571	1 516	5 087
CDI-LUBUMBASHI	3 352			3 352
<b>TOTAL KATANGA</b>				<b>8 439</b>
SUD-KIVU	861	2 079	1 776	4 716
KASAI ORIENTAL	353	1 258	1 974	3 585
KASAI OCCIDENTAL	230	801	1 529	2 560
BANDUNDU	152	635	1 423	2 210
PROVINCE ORIENTALE	592	4 519	6 576	11 687
EQUATEUR	177	993	808	1 978
MANIEMA	196	846	1 613	2 655
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>13 270</b>	<b>29 684</b>	<b>34 942</b>	<b>77 896</b>

Source : Rapports des Services opérationnels.

### II.5.2.2. Répertoires sectoriels des Services opérationnels réformés

En fonction des assujettissements opérés partant de leurs répertoires généraux, les Services opérationnels réformés (DGE, CDI et SMM des DPI) ont confectionné des répertoires sectoriels par nature d'impôt en vue d'assurer le suivi du respect des obligations déclaratives (notamment la délivrance des récépissés de dépôt de déclaration, l'émission des mises en demeure de déclarer, la taxation d'office pour absence de déclaration à l'échéance). Le tableau ci-dessous en donne les détails :

SERVICE	NATURE D'IMPOT		
	TVA	IBP	IPR
DGE	737	667	670
CDI-KINSHASA	2 551	2 559	2 888
SMM/BANDUNDU	44	48	152
CDI-MATADI	262	218	522
SMM/EQUATEUR	59	132	169
SMM/KASAI-OCCIDENTAL	73	83	228
SMM/KASAI-ORIENTAL	105	158	205
CDI-LUBUMBASHI	1 272	1 216	1 408
SMM/MANIEMA	62	56	124
CDI-GOMA	351	352	417
SMM/PROVINCE ORIENTALE	155	176	459
SMM/SUD-KIVU	358	345	793
<b>TOTAL</b>	<b>6 029</b>	<b>6 010</b>	<b>8 035</b>

Sources : DIRAF et Eléments communiqués par les Services opérationnels.

### II.5.3. Suivi des déclarations souscrites en 2016

Cette section reprend la situation des déclarations de l'IBP souscrites au 30 avril 2016 par les Grandes et Moyennes entreprises, les entreprises de petite taille (petites entreprises et micro-entreprises) ainsi que la situation de déclaration en matière de l'IPR, de l'IER et de la TVA telles qu'illustrées dans les tableaux ci-dessous :

### II.5.3.1. Situation des déclarations IBP des grandes et moyennes entreprises

La situation au 31 décembre 2016 des déclarations IBP 2016/2015 souscrites à l'échéance du 30 avril 2016 par les Grandes et Moyennes

Entreprises relevant des Services réformés se présente de la manière ci-après :

SERVICES	NOMBRE ASSUJÉTIS	NOMBRE DECL. RENT NTS BEES	OEEA	TAUX DEF. ILLA	MED	CA DECLARE	BENEFICE DECLARE	PERTE DECLAREE	IBP DECLARE	ACCOMPTES VERSES	SOLDE DU SOLDE PAYE	TROP PENSE	T.O.		REGULARISATION		PRISES EN CHARGE		
													VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	
DEGE	607	604	53	8%	54	16.543.974.475,6	80.180.017,26	2.371.655.424,70	37.051.911,37	330.943.910,27	70.241.878,86	64.227.070,88	4	80.165.708	1	245.863,88	15	1.053.013,09	
COMEN	2.559	1.955	606	23%	414	53.113.590,52	15.565.000,01	3.645.651,80	832.850,26	3.907.480,62	4.330.279,55	344	802.624,888	1	2.759.004	189	613.957,54		
COMLSH	4.216	400	520	43%	458	57.238.427,39	26.284.555,09	81.230.601,47	11.659.621,27	7.251.911,37	4.739.523,85	4.442.162,366	300	2.563.540,68	07	200.511.025	275	2.679.421,96	
COMGOMA	332	328	29	7%	39	173.707.283,74	1.810.417,82	22.071,308	1.706.150,66	1.065.000,74	32.053,921	37.678,257	47	70.147,554	3	30.000,203	17	70.147,554	
COMATADI	218	15	06	51%	68	22.110.446,53	311.008,65	11.691.127,534	329.280,310	489.427,398	144.113,132	48	280.600,178	4	42.400,000		20	141.638,071	
SANVEED	35	3	3	14%	3	3.962.198,675	5.935,166	33.355,733,005	35.488,160	22.146,805	8.334,222	4	42.400,000				4	42.400,000	
SANVEQUAT	132	8	51	38%	58	9.919.991,580	1.219.022,290	287.660,280	8.830,572	10.910,190	17.781,028	18	44.810,102	3	4.941,662	21	48.222,271		
SANMOKC	63	5	33	34%	33	5.210.180,422	429.107,517	40.547,975	55.511,014	45.774,530	0.084,158	29	160.204,321				29	160.204,321	
SANMOKR	127	110	17	19%	17	36.355.734,900	470.495,498	6.189.198,268	104.744,442	15.794,700	322.594,465	322.594,465	8	47.809,508	1	1.076,372	9	47.809,508	
SANMOMA	30	44	7	14%	7	11.406.424,814	139.944,420	225.963,906	142.107,149	189.514,081	16.332,551	16.332,551	3	27.867,807			3	14.637,709	
SANMPO	170	157	19	11%	4	119.586.110,604	9.259.465,500	3.402.542,496	2.907.825,628	2.660.774,058	580.057,665	14.155,886	15	79.629,098			2	167.150,008	
SANMSE	345	225	120	32%	120	67.329.317,944	209.540,688	251.380,006	211.681,028	114.648,253	96.802,158	33	300.445,733	0	0	0	40	307.210,900	
TOTAL	5.961	4.432	1.529	28%	1.234	67.834.945.559,646	680.957.425,579	2.551.000.990,396	364.386.752,704	346.968.902,668	81.115.423,825	64.341.132,074	64.341.132,074	752	5.495.963,550	112	567.866,347	636	5.346.684,708

Source : Rapport annuel de la DIRAF.

### II.5.3.2. Situation des déclarations IBP des petites entreprises

A fin décembre 2016, les déclarations IBP souscrites à l'échéance du 30 avril par les Petites Entreprises relevant des services non réformés est indiquée dans le tableau suivant :

SERVICES	NBRE ASSUJETTIS	NBRE DECL. RENTREES	DEFAILLANTS	TAUX DEF.	MED	CA DECLARE	IBP DECLARE	ACOMPTES VERSES	IBPPAYE	T.O.		REGULARISATION		PRISES EN CHARGE	
										NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DUI-KIN	7143	2290	4853	68%	924	39.341.136.877	516.792.061	295.675.117	227.914.925	763	14.130.245.407	0	0	374	90.070.242
DPI KATANGA	1.888	1.245	643	34,10%	0	22.013.732.552	276.935.958	136.974.076	39.466.195	0	0	0	0	0	0
DPI NORD KIVU	3.285	1.251	4.034	76,30%	396	12.549.640.859	31.590.927	124.468.095	99.065.244	419	242.987.144	0	0	58	74.698.200
DPI KONGO-C	1.340	879	461	34,40%	403	14.667.952.863	169.187.555	82.366.565	31.849.435	355	93.264.312	0	0	109	48.618.747
DPI BDD	568	424	144	25,40%	144	1.481.907.674	21.059.620	0	0	0	0	0	0	0	0
DPI EQUAT	988	618	370	37,30%	0	3.813.271.800	48.408.871	31.485.625	16.925.268	14	3.289.340	0	0	14	3.249.340
DPI KASAI-OC	539	422	118	20,40%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DPI KASAI-OR	1.205	814	389	32,30%	0	10.892.709.104	110.014.559	63.845.842	46.168.717	215	15.440.572	0	0	205	15.440.572
DPI MANIEMA	907	544	363	40%	0	6.712.660.540	69.671.818	40.641.920	20.020.878	106	13.528.585	0	0	0	0
DPI P-OR	4339	2762	2468	34,50%	0	0	0	0	148.724.971	0	0	0	0	0	0
DPI SUD-KIVU	1.401	855	625	42,80%	0	0	89.382.145	19.237.730	91.246.586	538	20.317.958	0	0	0	0
TOTAL	25.842	11.384	14.458	56%	2.128	111.566.993.310	1.353.913.532	812.635.528	865.367.237	2.419	44.811.033.608	0	0	770	234.077.301

Source : Rapport annuel de la DIRAF.

### II.5.3.3. Situation des déclarations souscrites par les micro-entreprises

Au 31 décembre 2016 les déclarations IBP souscrites à l'échéance du 30 avril par le micro Entreprises relevant des services non réformés se présente comme suit :

SERVICES	NBRE ASSUJET	NBRE DECL. RENTRE ETC	DEFAILL ANTS	TAUX DEF.	MED déposées	IMPOT GLOBAL	IBP PAYE	T.O		REGULARISATION		PRISES EN CHARGE	
								NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DUI-KIN	9 335	2 398	6 935	74,31%	551	401 950 000	105 178 836	1 209	82 088 840	0	0	696	55 422 000
DPI KATANGA	585	585	0	0	0	0	19 446 000	0	0	0	0	0	0
DPI NORD KIVU	6 204	2 982	3 222	51,93%	582	111 111 675	88 693 900	498	31 955 000	26	337 500	0	0
DPI KONGO C	1 441	796	645	44,76%	645	72 050 000	36 854 017	411	32 419 450			36	2 767 000
DPI BDD	1 447	866	581	40,15%	581	19 337 318							
DPI EQUAT	1 475	317	1 158	78,51%	0	15 983 300	8 381 500	25	6 523 336			25	6 523 336
DPI KASAI OC	1 647	842	805	48,88%	0	0							
DPI KASAI OR	1 938	1 007	931	48,04%	0	96 900 000	41 887 950	198	10 011 714			198	10 011 714
DPI MANIEMA	1 884	411	1 473	78,19%	0	20 550 000	9 764 900						
DPI P.OR	4 250	1 351	2 899	68,21%	0	0	54 763 696	0				0	0
DPI SUD KIVU	2 107	814	1 293	61,37%		42 331 000	44 520 695	137	9 385 000				
TOTAL	32 311	12 369	19 942	61,70%	2 339	780 215 693	409 491 494	2 498	173 283 350	6	337 500	945	74 724 050

Source : Rapport annuel de la DIRAF.

### II.5.3.4. Situation des déclarations IPR souscrites

La situation de déclarations IPR communiqué par les services opérationnels au cours de l'année 2016 se présente comme suit :

N° Services	Représentants	Nbre Décl	Nbre Trava	Masse Salariale	Nbre Décl.	Impôt déclaré	Nbre défallants	Taux de défallance	Nbre NIED déposés	Nbre déclarations	Taux de défallance corrigé	Impositions								
												TAXATION D'OFFICE.		REGULARISATIONS.		TOTAL.		Dossiers pris en charge		
												Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	
1 DGE	67	48	879 547	2 377 783 000 000	6 337	431 461 000 000 000	213	31,64%	33	20	102	28,66%	426	14 516 000 000 000	116	26 025 000 000 000	542	40 541 000 000 000	319	14 475 000 000 000
2 CDI KEN	2 888	1 013	4 817	435 512 000 000	17 356	23 941 000 000 000	1 873	64,83%	278	1 427	448	15,44%	1 367	2 465 000 000 000	78	6 447 000 000 000	1 445	8 912 000 000 000	1 122	6 211 000 000 000
3 CDI LSHI	3 406	1 157	20 559	79 451 000 000	14 138	47 792 000 000 000	271	19,25%	200	166	111	7,88%	358	1 292 000 000 000	225	2 484 000 000 000	583	3 777 000 000 000	379	3 619 000 000 000
4 CDI GOMA	648	334	12 657	3 454 000 000	6 651	5 382 000 000 000	65	10,65%	65	48	19	29,3%	255	130 000 000 000	45	34 000 000 000	288	194 000 000 000	254	155 000 000 000
5 CDI MATADI	552	408	6 112	17 327 000 000	2 371	3 225 000 000 000	114	21,84%	72	59	64	12,26%	333	126 000 000 000	0	0 000 000 000	333	126 000 000 000	248	275 000 000 000
6 SMM BDD	202	103	1 560	2 421 000 000	2 245	412 000 000 000	10	4,5%	9	0	10	4,9%	23	3 000 000 000	0	0 000 000 000	25	3 000 000 000	0	0 000 000 000
7 SMM EQUAT	107	134	2 027	3 389 000 000	1 173	513 000 000 000	34	20,2%	11	8	26	15,38%	136	380 000 000 000	2	1 000 000 000	138	381 000 000 000	138	381 000 000 000
8 SMM K OCC	228	171	1 320	2 575 000 000	1 346	4 000 000 000 000	36	24,5%	36	18	38	16,67%	402	172 000 000 000	0	0 000 000 000	402	172 000 000 000	406	170 000 000 000
9 SMM K OR	243	216	2 249	3 356 000 000	1 897	511 000 000 000	28	11,43%	27	18	19	4,08%	41	20 000 000 000	0	0 000 000 000	61	20 000 000 000	61	20 000 000 000
10 SMM MVM	124	111	889	2 008 000 000	981	321 000 000 000	13	10,48%	9	3	10	8,00%	58	69 000 000 000	9	22 000 000 000	67	91 000 000 000	42	71 000 000 000
11 SMM P O	407	370	6 234	19 112 000 000	4 382	4 640 000 000 000	69	15,03%	34	11	38	12,64%	107	108 000 000 000	0	0 000 000 000	107	108 000 000 000	108	108 000 000 000
12 SMM S K	793	580	7 705	28 259 000 000	6	3 969 000 000 000	213	26,86%	109	83	138	16,29%	192	27 000 000 000	226	53 000 000 000	418	80 000 000 000	300	373 000 000 000
TOTAL	4 336	5 397	987 654	2 463 598 000 000	59 672	492 345 000 000 000	2 988	15,44%	923	1 844	1 114	11,33%	4 462	19 317 000 000 000	697	15 544 000 000 000	4 759	54 861 000 000 000	3 488	22 483 000 000 000

Source : Rapport annuel de la DIRAF.

### II.5.3.5. Situation des déclarations IER souscrites

La situation des déclarations IER souscrites en 2016 est reprise dans le tableau ci-dessous :

N° Services	Rep. Nbre	Nbre Nbre Décl. Trév.	Masse Salariale	Nbre Décl. Payante	Impôt déclaré	Nbre déclarations	Taux de déduction	Nbre MED déposés	Nbre MED reçues	Nbre déclarations	Taux de déduction	Impositions						Dossiers pris en charge				
												T.O			REGUL			TOTAL			Nbre	Montant
												Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre		
1DGE																						
2CDI KIN																						
3CDI LSHI																						
4CDI GOMA	65	64	1 567 432	0	253 730	1	1%	1	1	0	0%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
5CDI MATADI	22	22	2 178 158	0	491 107	0	0%	0	0	0	0%	0	2	25 984 000	2	25 984 000	0	1 929 000	0	1 929 000		
6SMM BDD	9	8	71 871	0	15 156	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
7SMM EQUAT	05	13	0	111 575	20	26 371	1	7%	0	0	1	7%	8	1 388 000	0	0	8	1 388 000	9	1 388 000		
8SMM K OCC	20	14	15	160 535	3	28 859	0	30%	5	2	4	18%	47	35 551 000	1	155 000	48	35 487 000	48	29 956 000		
9SMM KOR	22	17	21	208 791	3	69 656	3	25%	3	1	4	19%	4	1 418 000	0	0	4	1 418 000	4	1 418 000		
10SMM MMA	01	11	27	252 379	9	25 040	0	1%	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0	0	0		
11SMM P.O	43	39	295	7 970 216	40	1 067 588	4	8%	1	1	3	7%	3	553 000	0	0	3	553 000	3	553 000		
12SMM SK	41	41	54	335 287	20	83 787	1	2%	1	1	0	1%	5	42 220 000	30	118 307 000	35	160 527 000	14	44 660 000		
TOTAL	247	229	510	12 856 212 000	85	2 059 322 000	18	7%	13	5	13	5%	67	81 130 000	33	142 426 000	100	223 556 000	78	80 144 000		

Source : Rapport annuel de la DIRAF.

N.B : La DGE, les CDI KIN et LUBUMBASHI intègrent les données de l'IER dans celles de l'IPR.

### II.5.3.6. Situation des déclarations TVA

La situation des déclarations TVA souscrites en 2016 se présente comme suit :

Services	Nbre Représentants	Nbre Dél	Cafés/Alcôves Délégués	Cafés/Alcôves réservés, non imposables et hors champs	Cafés/Alcôves imposables	TVA collectée délégués	Tous délégués	Nbre Dél payante	TVA rest	Crédit TVA recevable	Nbre délégués délégués	Taux de délégués délégués	Nbre MED	Nbre délégués délégués	Taux de délégués délégués	Emplois		Descentes par en charge				
																Travaux d'office		Régularisations				
																Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	
DOE	05	40	1.540.000.000	1.072.000.000	1.131.000.000	7.067.000.000	3.571.500.000	2	46.000.000.000	131.500.000.000	162	202%	8	18	34	134	38	102.000.000	1	0		
COUCN	27	74	35.000.000	16.500.000	4.327.000.000	1.121.000.000	84.200.000.000	37	2.420.000.000	39.940.000.000	177	602%	24	128	310	207%	173	250.000.000	2	352.000.000	112	240.000.000
COUSEB	172	170	37.540.000	3.255.000.000	144.640.000.000	71.840.000.000	73.250.000.000	34	3.670.000.000	25.110.000.000	20	202%	14	15	18	100%	790	83.000.000	38	10.000.000	34	30.000.000
COGOMA	31	32	7.940.000	1.601.000.000	1.240.000.000	11.790.000.000	8.200.000.000	23	2.000.000.000	4.640.000.000	7	117%	4	5	11	37%	34	18.000.000	10	42.000.000	38	240.000.000
COMATADI	25	25	3.570.000	1.620.000.000	44.500.000.000	7.800.000.000	11.000.000.000	34	1.800.000.000	5.500.000.000	47	207%	3	2	4	100%	20	10.000.000	1	0	37	27.000.000
SOMIHO	4	4	7.180.000	34.000.000	284.000.000	47.000.000	20.000.000	24	7.000.000	1.200.000.000	7	207%	7	7	7	100%	10	10.000.000	1	0	0	0
SOMIHOAT	50	4	145.000	0	133.000.000	20.000.000	15.000.000	3	10.000.000	0	14	272%	4	1	16	200%	30	3.000.000	0	0	30	10.000.000
SOMIHOCC	7	7	1.630.000	30.000.000	140.000.000	20.000.000	20.000.000	13	42.000.000	40.000.000	20	302%	2	0	0	0%	30	130.000.000	10	22.000.000	20	40.000.000
SOMIHOE	8	13	314.000	30.000.000	243.000.000	40.000.000	120.000.000	34	20.000.000	40.000.000	18	137%	13	1	4	40%	20	50.000.000	1	0	20	50.000.000
SOMIHOV	13	3	620.000	3.660.000	1.200.000.000	20.000.000	12.000.000	22	700.000	18.000.000	9	100%	1	5	100%	10	10	10.000.000	1	0	10	10.000.000
SOMIHOZ	105	120	7.850.000	1.580.000.000	4.700.000.000	11.000.000.000	1.250.000.000	15	40.000.000	0	33	202%	12	3	20	100%	10	3.000.000	1	0	17	200.000
SOMIHOX	200	200	2.400.000	30.000.000	2.000.000.000	4.000.000	1.200.000	17	2.800.000	10.000.000	123	300%	7	6	200%	10	30	30.000.000	30	10.000.000	34	140.000.000
TOTAL	3700	3775	11.200.000.000	4.071.000.000	4.204.015.000	1.165.000.000	5.517.500.000	1.772	35.440.000.000	147.100.000.000	1.344	420%	105	107	1.070	1.070%	362	30.250.000.000	370	6.300.000.000	2.778	15.000.000.000

Source : Rapport annuel de la DIRAF.

### II.5.3.7. Situation de la TVA à rembourser, à liquider, à affecter et montants des arriérés de remboursement au titre de l'exercice 2016

LIBELLE	MONTANT
MONTANTS REMBOURSES	125 234 098 573,43
MONTANTS LIQUIDES	125 234 098 573,43
RESSOURCES AFFECTEES	137 131 936 365,02
MONTANTS DES ARRIERES A REMBOURSER	471 534 517 112,13

Source : Eléments de réponse mission FMI du 03 au 04 avril 2017.

### II.5.4. Mission de contrôle fiscal

L'Administration des Impôts a le pouvoir de vérifier, sur pièces et sur place, l'exactitude des déclarations de tous les impôts et autres droits dus par les redevables. Au premier degré, seules les structures de contrôle externe de la Direction Générale des Impôts disposent du pouvoir d'exercer le contrôle fiscal. La programmation se fait sur base de Notes de Service reprenant les sociétés et personnes physiques autorisées à être contrôlées sur place.

Au second degré, l'Inspection des Services de la Direction Générale des Impôts peut procéder à une nouvelle vérification fiscale dans les conditions fixées par l'article 45 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour.

Par ailleurs, la structure du contrôle-qualité, instituée par la Note de Service n° 01/0085/DGI/DG/MM/2011 du 8 juillet 2011, est chargée de procéder à l'examen, en formulant des avis aux Services opérationnels avant notification au contribuable, des conclusions du contrôle sur place effectué, tant au premier qu'au second degrés. Ce contrôle-qualité s'effectue uniquement sur les dossiers fiscaux repris sur une liste arrêtée par le Directeur Général.

## II.5.4.1. Le contrôle fiscal au premier degré

### a. Programmation du contrôle sur place

A la clôture de l'année, la situation de programmation des missions de contrôle sur place se présente comme suit :

SERVICES	NOMBRE DE DOSSIERS AUTORISES AU CONTROLE SUR PLACEI (ex fisc 2016, rev 2014&2015)			NOMBRE DE DOSSIERS PROGRAMMES			DOSSIERS CLOTURES (3)			TAUX DE PROGRAMM ATION (4)/(1)	TAUX D'EXECUTI ON DE CONTROLE (5)/(4)	DECLARATI ONS IBP SOUSCRITES AU 30/04/2015		
	normal	contrôle qualité	total	normal	contrôle qualité	total	normal		contrôle qualité					
							redresse ment	taxation d'office	redresse ment				taxation d'office	
DGE	256	41	297	395	41	436	315	0	21	0	336	146,80%	77,06%	550
CDI-KINSHASA	258	16	274	242	16	258	279	0	1	0	280	71,88%	108,51%	1950
SOM-BANDJOU	28	0	28	28	0	28	19	0	0	0	20	100,00%	71,43%	30
CDI-MATIEU	141	3	144	141	3	144	140	0	0	0	141	100,00%	96,58%	150
SOM-EQUATEUR	37	0	37	37	0	37	35	0	0	0	35	100,00%	94,59%	81
SOM-KINSH-OCIDENTAL	49	0	49	48	0	48	40	2	0	0	42	100,00%	85,71%	50
SOM-KINSH-ORIENTAL	65	0	65	65	0	65	55	0	0	0	55	100,00%	84,71%	110
CDI-LUBUMBASHI	272	27	299	263	16	279	228	0	3	0	231	100,00%	82,96%	690
SOM-MUNEMU	32	0	32	32	0	32	32	2	0	0	34	100,00%	106,25%	44
CDI-COULI	94	6	100	94	6	100	146	0	0	0	146	100,00%	146,00%	320
SOM-PROVINCE-ORIENTALE	119	7	126	118	7	125	109	4	5	0	118	99,21%	94,40%	157
SOM-SUD-KIVU	196	3	200	190	5	195	117	0	0	0	117	100,00%	58,21%	225
<b>TOTAL</b>	<b>1747</b>	<b>107</b>	<b>1854</b>	<b>1800</b>	<b>96</b>	<b>1896</b>	<b>1405</b>	<b>11</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>1656</b>	<b>102,27%</b>	<b>87,34%</b>	<b>4360</b>

Le tableau ci-dessus renseigne la situation des dossiers soumis au contrôle sur place clôturés en 2016 pour l'exercice fiscal 2016, revenus de 2014 et 2015.

b. Résultats du contrôle sur place

Les résultats des travaux de contrôle sur place (vérification polyvalente) concernent l'exercice 2016, revenus 2014 et 2015. Le tableau ci-dessous en présente les détails :

SERVICE	REDRESSEMENT			TAXATION D'OFFICE			CUMUL		
	Normal	Contrôle qualité	Total	Normal	Contrôle qualité	Total	Normal	Contrôle qualité	Total
DGE	277 652 053 743	28 576 709 197	306 228 822 940	0	0	0	277 652 053 743	28 576 709 197	306 228 822 940
CDI/KIN	8 959 189 259	58 880 000	9 018 069 259	128 813 207	0	128 813 207	9 088 002 466	58 880 000	9 146 882 466
SMM/BANDUNDU	45 504 802	0	45 504 802	925 569	0	925 569	46 430 371	0	46 430 371
CDI/MATADI	618 284 035	0	618 284 035	60 186 141	0	60 186 141	678 470 176	0	678 470 176
SMM/EQUATEUR	51 051 659	0	51 051 659	0	0	0	51 051 659	0	51 051 659
SMM/KASAI-OCIDENTAL	243 116 543	0	243 116 543	8 754 405	0	8 754 405	251 870 948	0	251 870 948
SMM/KASAI-ORIENTAL	42 533 256	0	42 533 256	0	0	0	42 533 256	0	42 533 256
CDI/LUBUMBASHI	11 466 863 179	271 271 595	11 738 134 774	134 110 912	0	134 110 912	11 600 974 091	271 271 595	11 872 245 686
SMM/MANIEMA	136 411 417	0	136 411 417	5 860 670	0	5 860 670	142 272 087	0	142 272 087
CDI/GOMA	629 189 932	0	629 189 932	5 526 259	0	5 526 259	634 716 191	0	634 716 191
SMM/PROV. ORIENTALE	1 624 689 147	298 939 333	1 923 628 480	84 927 799	0	84 927 799	1 709 616 946	298 939 333	2 008 556 279
SMM/SUD-KIVU	501 778 665	0	501 778 665	0	0	0	501 778 665	0	501 778 665
<b>TOTAL</b>	<b>301 970 665 637</b>	<b>29 205 860 125</b>	<b>331 176 525 762</b>	<b>429 104 962</b>	<b>0</b>	<b>429 104 962</b>	<b>302 399 770 599</b>	<b>29 205 860 125</b>	<b>331 605 630 724</b>

Source : Rapport annuel de la DIRAF.

Au 31 décembre 2016, **1 656** dossiers de contrôle ont été clôturés pour un montant total de **CDF 331 605 630 724,00** dont **1 615** dossiers de redressement pour un montant de **CDF 301 970 665 637,00**, **11** dossiers en taxation d'office pour un montant de **CDF 429 104 962,00** et **30** dossiers pour un montant de **CDF 29 205 860 125,00** pour le contrôle qualité.

c. Résultats du contrôle ponctuel

A fin 2016, les résultats du contrôle ponctuel se présentent comme suit :

SERVICE OPERATIONNEL	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		CUMUL	
	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT
DGE	43	26 676 234 904,00	3	3 952 398 148,00	46	30 628 633 052,00
CDI-KINSHASA	41	21 454 436 173,00			41	21 454 436 173,00
SMM/BANDUNDU					0	0,00
CDI-MATADI	163	1 633 366 346,00			163	1 633 366 346,00
SMM/EQUATEUR	3	1 114 940,00			3	1 114 940,00
SMM/KASAI-OCIDENTAL	25	10 105 900,00			25	10 105 900,00
SMM/KASAI-ORIENTAL	10	6 917 188,00			10	6 917 188,00
CDI-LUBUMBASHI	14	22 270 989,00			14	22 270 989,00
SMM/MANIEMA	9	4 449 068,00			9	4 449 068,00
CDI-GOMA	59	293 016 436,00	5	86 248 059,00	64	379 264 495,00
SMM/PROVINCE ORIENTALE	1	726 865,00			1	726 865,00
SMM/SUD-KIVU	37	309 695 388,00			37	309 695 388,00
<b>TOTAL</b>	<b>405</b>	<b>50 412 334 197,00</b>	<b>8</b>	<b>4 038 646 207,00</b>	<b>413</b>	<b>54 450 980 404,00</b>

#### II.5.4.2. Le contrôle fiscal au second degré

Les résultats de la contre-vérification fiscale prennent ici en compte les suppléments d'impôt issus des ordres de mission signés en 2016 et clôturés au cours de la même année.

L'Inspection des Services a, au cours de l'année 2016, contre vérifié **29** dossiers pour un montant de **CDF 31 173 162 115,80** et **USD 9 875 284,97**. Comparé à l'année 2015 où le total redressé était de **CDF 27 306 277 944,14** et **USD 741 362,92**, il s'observe un accroissement de **CDF 3 866 884 171,66** et **9 133 922,06 USD**. Le tableau ci-dessous nous donne les détails par nature d'impôt :

NATURE D'IMPOT	MONTANT EN USD	TAUX DE CHANGE	MONTANT CONVERTI	MONTANT EN CDF	CUMUL
IBP	6 728 018,11	1004,89	6 760 918 113,53	8 564 078 485,29	12 324 996 598,82
IM	820 366,81	1004,89	824 378 398,68	1 823 894 387,59	2 648 272 786,27
TVA	2 326 900,06	1004,89	2 338 278 601,29	23 716 223 532,85	26 054 502 134,14
IPR	0,00	1004,89	0,00	51 982 404,06	51 982 404,06
IERE	0,00	1004,89	0,00	16 983 306,02	16 983 306,02
<b>TOTAL</b>	<b>9 875 284,97</b>	<b>1004,89</b>	<b>9 923 575 113,50</b>	<b>31 173 162 115,80</b>	<b>41 096 737 229,30</b>

#### II.5.4.3. Prise en charge des résultats de contrôle polyvalent et contrôle ponctuel

En 2016, **1 753** dossiers ont été pris en charge pour un montant de **CDF 344 421 860 436,00**, mais **2 008** dossiers ont été recouverts pour un montant total de **CDF 106 258 764 813,00**. Les dossiers recouverts concernent aussi bien les revenus de 2014 que ceux de 2015. Le tableau ci-dessous nous en donne les détails :

SERVICE	NOMBRE DE DOSSIERS PRIS EN CHARGE	MONTANT DE DOSSIERS PRIS EN CHARGE	NOMBRE DE DOSSIERS RECOUVRES	MONTANT DE DOSSIERS RECOUVRES
DGE	387	323 082 492 548,00	344	99 256 747 997,00
CDI/KIN	302	11 755 588 137,00	662	2 455 047 008,00
SMM/BANDUNDU	18	44 938 015,00	19	28 598 884,00
CDI/MATADI	234	495 026 835,00	240	323 766 149,00
SMM/EQUATEUR	34	50 400 793,00	0	0,00
SMM/KASAI-OCCIDENTAL	39	242 202 724,00	56	94 629 225,00
SMM/KASAI-ORIENTAL	61	49 907 304,00	37	37 164 595,00
CDI/LUBUMBASHI	198	5 228 688 740,00	249	2 602 130 086,00
SMM/MANIEMA	32	142 272 087,00	72	113 328 700,00
CDI/GOMA	170	1 253 645 542,00	116	418 577 091,00
SMM/PROV. ORIENTALE	99	1 330 059 710,00	52	440 550 465,00
SMM/SUD-KIVU	179	746 638 001,00	161	488 224 613,00
<b>TOTAL</b>	<b>1 753</b>	<b>344 421 860 436,00</b>	<b>2 008</b>	<b>106 258 764 813,00</b>

#### II.5.4.4. Prise en charge du contrôle qualité

SERVICE	NOMBRE DE DOSSIERS PRIS EN CHARGE	MONTANT DE DOSSIERS PRIS EN CHARGE	NOMBRE DE DOSSIERS RECOUVRES	MONTANT DE DOSSIERS RECOUVRES
DGE	12	24 640 021 553,00	9	23 497 842 222,00
CDI/KIN	1	58 880 000,00	1	58 880 000,00
SMM/BANDUNDU				
CDI/MATADI				
SMM/EQUATEUR				
SMM/KASAI-OCCIDENTAL				
SMM/KASAI-ORIENTAL				
CDI/LUBUMBASHI				
SMM/MANIEMA				
CDI/GOMA				
SMM/PROV. ORIENTALE	5	298 939 337,00	1	235 248 391,00
SMM/SUD-KIVU				
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>24 997 840 890,00</b>	<b>11</b>	<b>23 791 970 613,00</b>

### II.5.5. Participation des travaux d'assiette dans les recettes

La participation des travaux d'assiette (contrôle fiscal au premier degré, au second degré, contrôle qualité et contrôle ponctuel) dans les recettes de l'année 2016 se présente comme suit :

CENTRE DE PERCEPTION	RECETTES COMPTABILISEES	SUPPLEMENTS RECOUVRES	TAUX DE PARTICIPATION
DGE	1 464 398 203 998,33	122 754 590 219,00	8,38%
DUI-KINSHASA	61 575 124 652,22	2 513 927 008,00	4,08%
DPI/BANDUNDU	1 162 562 758,20	28 598 884,00	2,46%
DPI/KONGO-CENTRAL	9 163 816 639,93	323 766 149,00	3,53%
DPI/EQUATEUR	1 039 841 894,26	0,00	0,00%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1 073 573 062,62	94 629 225,00	8,81%
DPI/KASAI-ORIENTAL	2 048 521 642,29	37 164 595,00	1,81%
DPI/KATANGA	81 340 454 514,54	2 602 130 086,00	3,20%
DPI/MANIEMA	1 280 550 071,78	113 328 700,00	8,85%
DPI/NORD-KIVU	14 132 155 971,99	418 577 091,00	2,96%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	33 740 121 779,46	675 798 856,00	2,00%
DPI/ SUD-KIVU	9 455 288 694,96	488 224 613,00	5,16%
<b>TOTAL</b>	<b>1 680 410 215 680,58</b>	<b>130 050 735 426,00</b>	<b>7,74%</b>

De ce tableau, il s'observe que la participation de travaux de contrôle fiscal dans l'ensemble des recettes réalisées de **CDF 1 680 410 215 680,58** est de l'ordre de **CDF 130 050 735 426,00**, représentant un taux de **7,74%**. Autrement dit, le montant issu des déclarations autoliquidatives de **CDF 1 550 359 480 254,58** représente **92,26%** de ces réalisations.

Par rapport à l'année 2015 où la participation de l'ensemble des suppléments d'impôts était de l'ordre de **CDF 98 290 854 734,00**, il se dégage un écart positif de **CDF 31 759 880 692,00** soit un taux d'accroissement de **7,56%**.

Il sied de signaler que la part relative au contrôle qualité de **CDF 24 997 840 890,00** représente **19,22%** par rapport à l'ensemble des suppléments issus du contrôle en 2016.

## II.6. MISSIONS DE RECOUVREMENT

### II.6.1. Situation du solde débiteur

Le solde débiteur de la DGI est constitué essentiellement des restes à payer des entreprises commerciales du portefeuille de l'Etat au titre d'IPR, de TVA et d'ICA/I, du solde antérieur à la création de la DGE et de la prise en charge des redressements, régularisations et autres taxations d'office opérés.

La situation du solde débiteur à fin 2016 se présente comme ci-dessous :

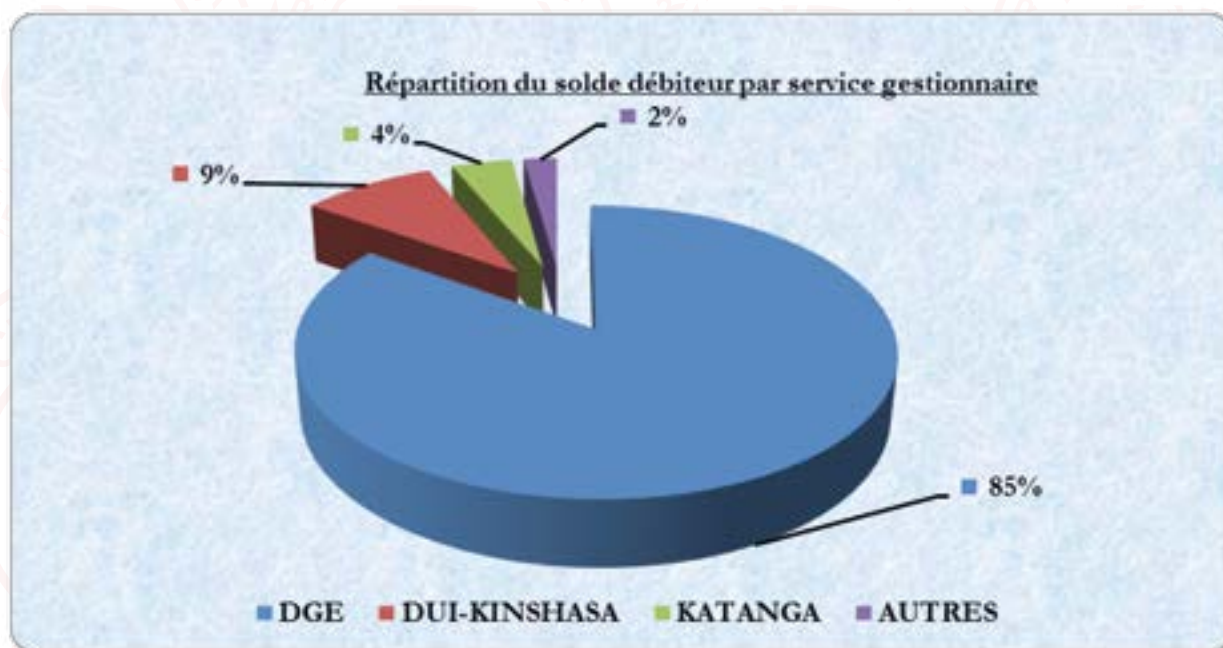
SERVICE	SOLDE RECOUVRABLE	SOLDE DIFFICILEMENT RECOUVRABLE	SOLDE IRRECOUVRABLE	SOLDE EN CONTENTIEUX	NON APURES	CUMUL
DGE	1 183 010 909 151,00			269 333 857 858,00	93 158 972 370,00	1 545 503 739 379,00
DUI-KINSHASA	12 739 253 515,00	61 218 072 100,00	50 924 311 010,00	33 455 351 757,00	4 281 385 359,00	162 618 373 741,00
BANDUNDU	153 529 179,42	214 379 707,05	173 378 372,00	6 246 286,00		547 533 544,47
BAS-CONGO	1 825 432 752,00	1 885 385 433,00	1 797 003 165,00	670 984 491,00		6 178 805 841,00
EQUATEUR	84 848 373,63	94 472 811,45	726 625,00	786 368,00		180 834 178,08
KASAI-OCIDENTAL	230 119 926,00	359 251 934,00	93 077 859,00	30 878 807,00		713 328 526,00
KASAI-ORIENTAL	104 569 535,00	888 088 961,00	558 219 296,00	9 948 500,00		1 560 826 292,00
KATANGA	1 996 173 246,63	<b>35 466 878 723,90</b>	<b>22 772 745 090,50</b>	13 385 431 113,86		73 622 228 174,89
MANIEMA	55 554 637,34	818 702 058,13	238 969 297,68	2 654 650,00		1 115 880 843,15
NORD-KIVU	1 077 998 388,38	3 712 645 218,70	3 367 580 211,20	7 554 700 414,23		15 712 924 232,51
PROVINCE ORIENTALE	665 531 179,00	2 675 196 185,00	9 806 681 011,00			13 147 408 375,00
SUD-KIVU	<b>218 345 126,14</b>	<b>397 458 308,05</b>	<b>153 410 664,80</b>	<b>267 990 236,66</b>		<b>1 037 204 335,65</b>
TOTAL	1 202 162 265 009,54	107 730 531 440,28	89 886 102 602,18	324 719 830 681,75	97 440 357 729,00	1 821 939 087 462,75

Source : Rapports des Services opérationnels.

Il sied de signaler que le solde débiteur des entreprises du portefeuille de l'Etat est évalué à **CDF 530 405 264 997,00**.

Aussi, le solde débiteur en phase juridictionnelle à fin 2016 se situe-t-il à **CDF 22 559 026 423,20** dont **CDF 21 908 498 061,98** lié au contentieux de recouvrement et **CDF 650 528 361,22** et **7 706 332,92 USD** au contentieux d'assiette.

La répartition en pourcentage, par Service gestionnaire, de ce solde débiteur se présente comme suit :



## II.7. SUIVI DES EXONERATIONS ET AUTRES ALLEGEMENTS FISCAUX

Conformément à l'article 174 de la Constitution, le Code des Impôts, le Code des Investissements, le Code Minier et autres textes législatifs particuliers ont prévu des exemptions, exonérations et autres allègements fiscaux.

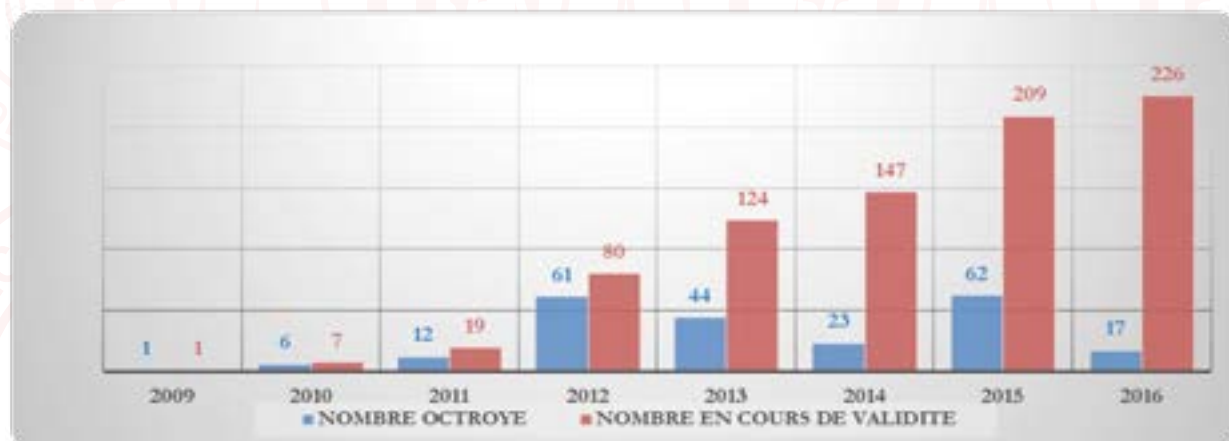
### II.7.1. Exonérations en cours de validité en 2016

En vertu du Code des Investissements, les exonérations accordées par les Arrêtés Interministériels des Ministres des Finances et du Plan, en cours de validité au 31 décembre 2016, ont concerné 17 entreprises dont les détails sont repris dans le tableau ci-après :

ANNEE D'OCTROI	NOMBRE OCTROYE	NOMBRE EN COURS DE VALIDITE
2009	1	1
2010	6	7
2011	12	19
2012	61	80
2013	44	124
2014	23	147
2015	62	209
2016	17	226

Source : Rapport annuel de la DLEG.

L'évolution du répertoire des entreprises agréées au régime général du Code des Investissements peut également être retracée par le graphique suivant :



### II.7.2. Dépense fiscale résultant des exonérations en cours de validité au profit des grandes entreprises en 2016

Des dispositions dérogatoires à la législation fiscale de droit commun revêtent la forme d'exonérations, de réductions de taux ou de taux préférentiels de perception d'impôt et de la prise en charge de la fiscalité indirecte par l'Etat.

Par ces mesures dérogatoires, le Gouvernement poursuit le développement de certains secteurs d'activités (agricole, minier etc.) principalement ceux porteurs de croissance économique du pays. Néanmoins, ces mesures dérogatoires représentent un enjeu budgétaire important, leurs effets sur le budget de l'Etat est comparable à celui des dépenses publiques, car elles occasionnent des pertes des recettes pour l'Etat. Ces exonérations ont occasionné un manque à gagner de **CDF 234 529 958 466,73** ventilé dans le tableau suivant :

NATURE D'IMPOT	COUT EN CDF
<b>I. Code des Investissements</b>	
<b>IBP</b> (Impôts sur les Bénéfices et Profits)	11 170 462 168,83
<b>II. Taxe sur la Valeur Ajoutée</b>	
Exonérations	147 791 391 803,18
Marchés Public à financement extérieur (Prise en charge de la fiscalité Indirecte)	8 543 164 510,70
<b>III. Code Minier</b>	
<b>IBP</b> (Impôts sur les Bénéfices et Profits) soit une réduction de 5% par rapport au taux de droit commun qui est de 35%	23 916 936 981,75
<b>IM.</b> (Impôt mobilier) taux de 10%	11 114 870 072,50
<b>IERE.</b> (Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés) taux de 10% soit une réduction par rapport au droit commun	31 993 132 930,31
<b>TOTAL</b>	<b>234 529 958 467,27</b>

Source : Rapport annuel de la DLEG.

## II.8. MISSION DE TRAITEMENT DU CONTENTIEUX FISCAL

### II.8.1. Situation du contentieux d'assiette

Pendant l'année 2016, l'Administration Fiscale a reçu **2.313** réclamations pour un montant de **CDF 891 958 531 865,36** dont **1 112** réclamations pour un montant de **CDF 496 036 259 211,66** en 2016 et **1 201** réclamations pour un montant de **CDF 395 922 272 653,70** représentant le solde reporté de 2015.

#### II.8.1.1. Contentieux fiscal en phase administrative

Conformément à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, les réclamations des contribuables doivent être instruites d'abord par l'Administration des Impôts et, en cas d'insatisfaction du réclamant, par la Cour d'Appel territorialement compétente.

La situation des réclamations reçues, traitées ainsi que des décisions y relatives se présente comme suit :

LIBELLE	NOMBRE	MONTANT
Réclamations en traitement au début de l'année	1 201	395 922 272 653 ,70
Réclamations reçues au cours de l'année	1 112	496 036 259 211,66
Réclamations traitées au cours de l'année	1 099	495 486 352 579,25
Rejets	192	190 269 724 011,48
Dégrèvement total	645	76 027 140 833,15
Dégrèvement partiel	262	178 297 079 775,89
Restes à recouvrer résultant des dégrèvements partiels		50 892 407 878,15
Dossiers en traitement à fin 2016	1 214	396 472 179 286,11

Source : Rapport annuel de la DLEG.

#### II.8.1.2. Contentieux en phase juridictionnelle

A fin 2016, **93** recours sont en phase juridictionnelle dont **75** liés au contentieux de recouvrement pour un montant de **CDF 21 908 498 061,98** et **18** au contentieux d'assiette pour un montant de **CDF 650 528 361,22** et **7 706 332,92 USD**.

De ces **93** recours, **09** jugements ont été rendus dont **03 en** faveur de la RDC/DGI.

LIBELLE	NOMBRE
Recours de l'année 2016	93
Dossiers jugés	09
Dossiers radiés	-
Dossiers à fin 2016	84

Source : Rapport annuel de la DLEG.

Par juridiction, la situation se présente comme suit :

Nature Juridiction	Contentieux de recouvrement	Contentieux d'assiette	Jugements rendus	Affaires en cours
Tribunal de Commerce	3	3		6
Tribunal de Grande Instance	34		6	28
Cour d'Appel	38	15	3	50
Total	75	18	9	84

Source : Rapport annuel de la DLEG.



### III. GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Pour faire face à ses missions, la DGI a tout naturellement recours aux moyens humains, matériels et financiers.

#### III.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

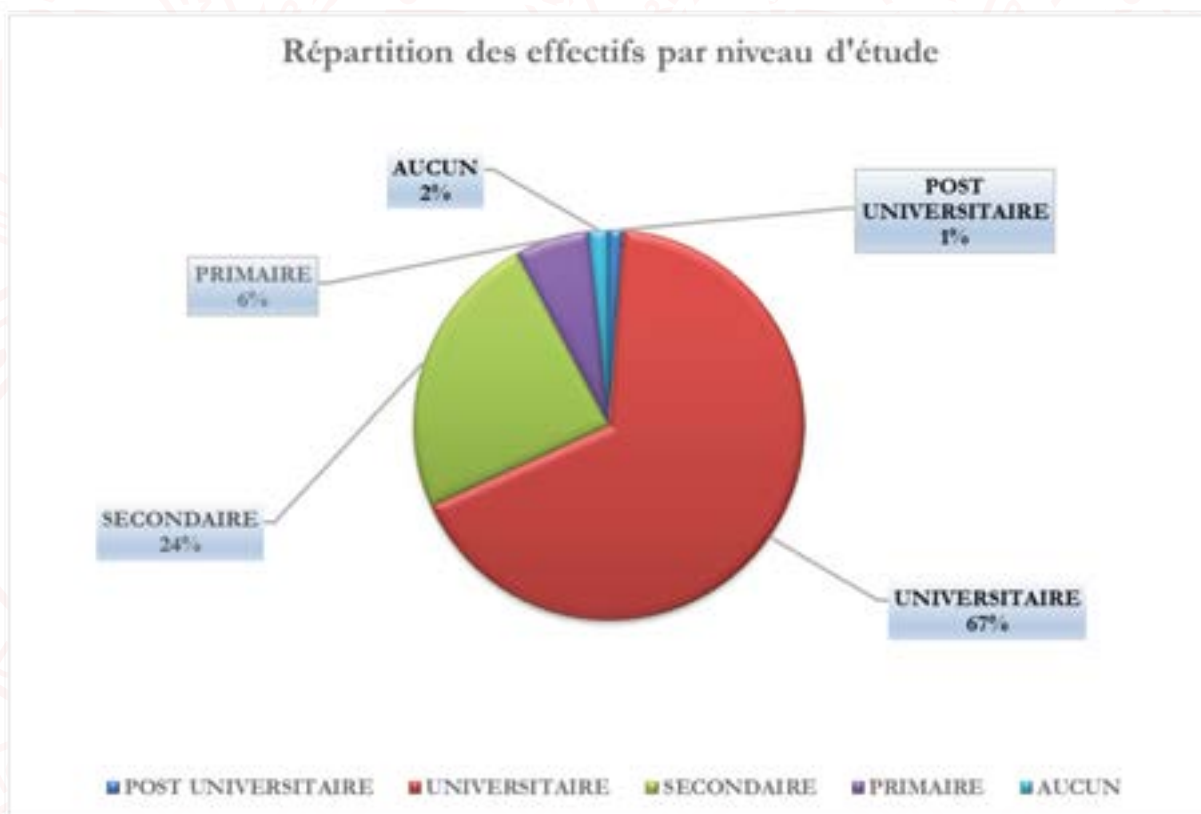
Bien qu'elle n'ait pas de personnalité juridique, la DGI est une régie relevant de l'autorité directe du Ministre des Finances et bénéficiant d'une certaine autonomie administrative. Dans ce cadre, le Décret n° 018/2003 du 2 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif au personnel de carrière de la Direction Générale des Impôts pris conformément au statut de la Fonction Publique régit spécifiquement son personnel. Ce texte particulier accorde une certaine souplesse de gestion de ces fonctionnaires en matière d'affectation, de motivation ou d'application du régime disciplinaire.

##### III.1.1. Effectifs de la Direction Générale des Impôts

Les effectifs de la DGI s'établissent, à fin décembre 2016, à **6 139** unités, leur ventilation par niveau d'études et par genre ainsi que leur évolution sont retracés à travers les tableaux et graphiques ci-après :

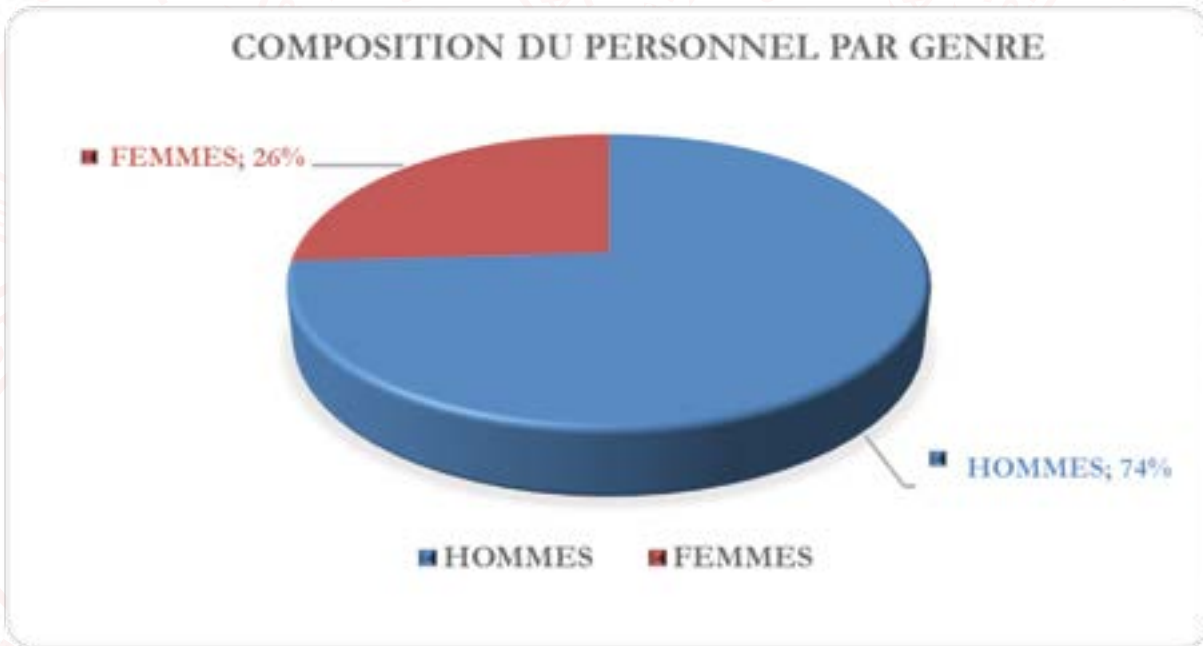
###### III.1.1.1 Répartition des effectifs par niveau d'études

NIVEAU D'ETUDES	NOMBRE
POST UNIVERSITAIRE	72
UNIVERSITAIRE	4 116
SECONDAIRE	1 471
PRIMAIRE	379
AUCUN	101
<b>TOTAL</b>	<b>6 139</b>



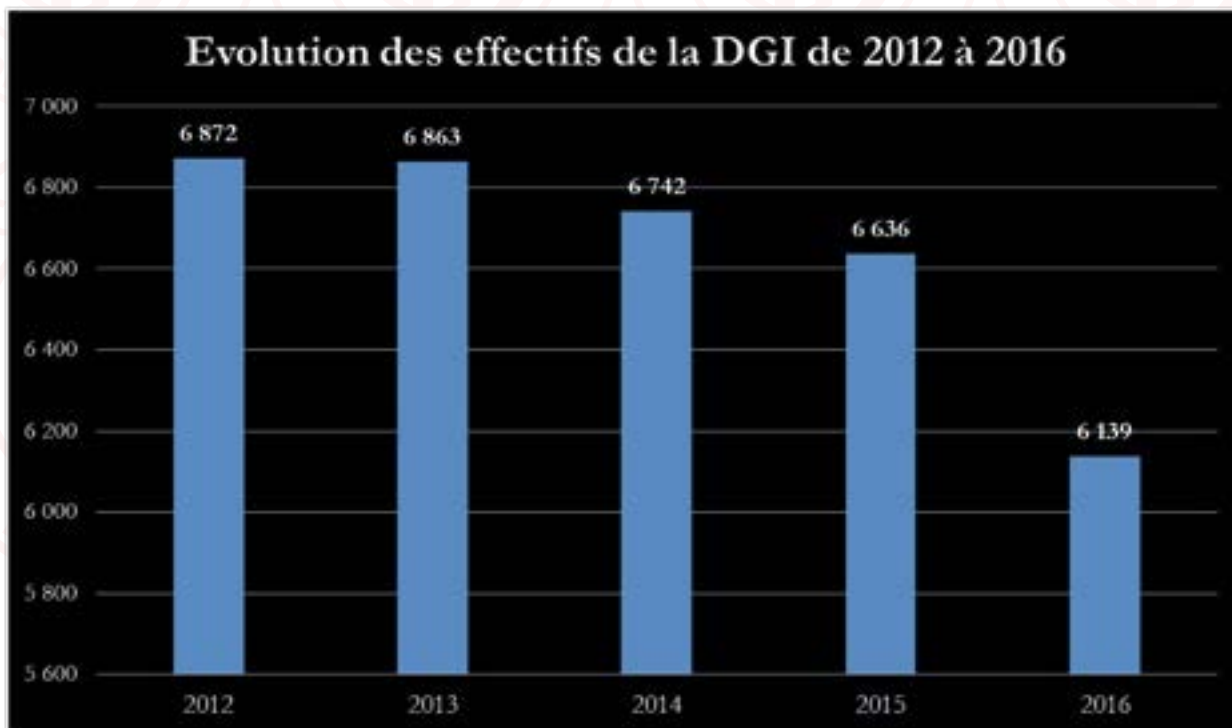
### III.1.1.2 Répartition des effectifs par genre

SERVICE	EFFECTIFS	HOMMES		FEMMES	
		NOMBRE	%	NOMBRE	%
DPI (TOUTES)	2 784	2 246	80,68%	538	19,32%
DUI-KINSHASA	2 332	1 592	68,27%	740	31,73%
ADMINISTRATION CENTRALE	758	523	69,00%	235	31,00%
DGE	265	189	71,32%	76	28,68%
<b>TOTAL</b>	<b>6 139</b>	<b>4 550</b>	<b>74,12%</b>	<b>1 589</b>	<b>25,88%</b>



#### III.1.1.3. Evolution globale des effectifs de 2012 à 2016

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>TOTAUX</b>	6 872	6 863	6 742	6 636	6 139
<b>VARIATION</b>		-9	-121	-106	-497



### III.1.2. Formation du personnel de la Direction Générale des Impôts

La formation est un volet essentiel de la politique de renforcement des capacités développée par la DGI. Elle est réalisée sous forme de formation de base au début ou en cours de carrière, de formation spécialisée sur place ou sous forme de participation à des formations de longue ou de courte durée à l'étranger.

#### III.1.2.1. Formation sur place

En 2016, les efforts de formation sur place des agents peuvent se résumer comme suit :

N°	THEME DE LA FORMATION	PERIODE
1	Atelier de formation organisé par le Ministère du Budget, sur la vulgarisation de la nouvelle nomenclature budgétaire, en recettes et en dépenses, tenu au Centre Roméo Golf à Kinshasa.	Du 09 au 12 février 2016
2	Organisation d'une formation sur la fiscalité minière en faveur des Agents de la DGI, à Kinshasa.	Du 01 au 05 mars 2016
3	Organisation d'une formation sur le référentiel comptable OHADA en faveur des Agents de la DGI, à Kinshasa.	Du 15 au 19 mars 2016
4	Session de formation en faveur des Directeurs Financiers, Comptables, Auditeurs, Fiscalistes et Responsables des Fiduciaires sur les thèmes « la comptabilité fiscale », « la fiscalité Congolaise » et « l'établissement des états de synthèse fiscaux ».	Du 28 au 31 mars 2016
5	Organisation d'une formation sur la fiscalité bancaire et des micro-finances en faveur des Agents de la DGI, à Kinshasa.	Du 28 mars au 01 avril 2016
6	Atelier organisé par le Comité Exécutif ITIE/RDC tenu à Lubumbashi sur l'évaluation des recommandations issues du Rapport ITIE-RDC 2014 et sur le processus de la prochaine validation de la RDC comme Pays conforme à l'ITIE.	Du 29 au 30 mars 2016
7	27 <sup>ème</sup> Session de formation de perfectionnement des Secrétaires Assistants de Direction, Chargés du protocole et des Relations Publiques, organisée par CAFEM International à Kinshasa.	Du 04 au 08 avril 2016
8	Organisation d'une formation sur l'Audit Interne en faveur des Inspecteurs, à Kinshasa.	Du 12 au 16 avril 2016
9	Organisation d'une formation sur le contrôle Interne en faveur des Inspecteurs, à Kinshasa.	Du 19 au 23 avril 2016
10	Organisation d'une formation sur le prix de transfert, à Kinshasa.	Du 06 au 12 mai 2016
11	Organisation d'une formation sur la fiscalité de télécommunication en faveur des Agents de la DGI, à Kinshasa.	Du 09 au 13 mai 2016
12	Organisation d'une formation sur la rédaction de manuel des procédures en faveur des Agents de la DGI, à Kinshasa.	Du 24 au 28 mai 2016
13	Organisation d'une formation sur la politique fiscale relative aux industries extractives, organisée à Kinshasa en faveur des quelques Cadres et Agents de l'Administration Centrale et Agents de la DGE.	Du 11 au 15 juillet 2016
14	Organisation d'une formation sur la production des Etats Financiers et Imminente de la convergence du SYSCOHADA vers les IFRS en faveur des quelques Inspecteurs et Cadres de la DGI, à Kinshasa.	Du 07 au 13 décembre 2016

### III.1.2.2. Formation à l'étranger

En 2016, les efforts en termes de participation des agents à des formations de longue ou de courte durée à l'étranger sont résumés dans le tableau ci-après :

N°	THEME DE LA FORMATION	PAYS
1	Séminaire sur le Contrôle des entreprises d'assurance, organisé par le Pôle Stratégies de Développement et Finances publiques PNUD – Centre Régional de Dakar, en collaboration avec la Direction Générale des Impôts et des Domaines de la République du Congo, à Brazzaville du 18 au 21 janvier 2016.	Congo
2	Atelier régional sur le statut de l'entrepreneur, organisé par le Secrétariat Permanent de l'OHADA à Cotonou, du 27 au 28 janvier 2016.	Bénin
3	Séminaire sur le thème : « les prix de transfert et l'échange de renseignements », organisé conjointement par le Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) et la Direction Générale des Impôts et des Domaines du Sénégal, du 15 au 19 février 2016.	Sénégal
4	3 <sup>ème</sup> réunion de consultation BEPS du CREDAF, organisée en partenariat avec l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), les 22 et 23 février 2016.	Sénégal
5	7 <sup>ème</sup> Conférence mondiale de l'ITIE organisée à Lima, du 24 au 25 février 2016.	Pérou
6	Groupe de travail Fiscalité et développement sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) à Paris, le 1 <sup>er</sup> mars 2016.	France
7	5 <sup>ème</sup> Forum Mondial sur les prix de transfert organisé par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) à Paris, du 02 au 03 mars 2016.	France
8	Conférence africaine sur la fiscalité, organisée par KPMG à Cap Town, du 14 au 16 mars 2016.	Afrique du Sud
9	Première réunion du Groupe de travail du Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) sur l'élaboration d'un guide d'aide méthodologique sur « la fiscalité des industries extractives », organisée conjointement avec la Direction Générale des Impôts de Haïti à Port-au-Prince, du 11 au 13 avril 2016.	Haïti
10	Séminaire de formation sur le thème : « Audit interne et maîtrise des risques », organisé par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) Française à Montreuil, du 11 au 20 avril 2016.	France
12	Séminaire de formation sur le contrôle fiscal, organisé par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) Française à l'Ecole Nationale des Finances Publiques à NOISY-LE-GRAND, du 09 au 20 mai 2016.	France
11	Séminaire de formation sur la TVA, organisé par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) Française à l'Ecole Nationale des Finances Publiques à NOISY-LE-GRAND, du 09 au 27 mai 2016.	France
12	séminaire de formation sur la gestion budgétaire et comptable de l'Etat, organisé par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) Française à l'Ecole Nationale des Finances Publiques à NOISY-LE-GRAND, du 09 au 20 mai 2016.	France

13	32 <sup>ème</sup> Assemblée Générale et au 31 <sup>ème</sup> Colloque international du Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF), sur le thème : « Quelles stratégies RH pour une administration moderne et efficace » tenus à Libreville, du 23 au 26 mai 2016.	Gabon
14	Séminaire de formation sur le recouvrement de l'impôt, organisé par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) Française à l'Ecole Nationale des Finances Publiques à NOISY-LE-GRAND, du 23 mai au 03 juin 2016.	France
15	Séminaire de formation sur le thème : « les fondamentaux de la fiscalité internationale », organisé par ORSYS Formation à Paris, du 16 au 17 juin 2016.	France
16	Séminaire de formation sur le thème « Fiscalité » organisé par le Centre Africain pour le Renforcement des Capacités (CAPER) à Paris, du 11 au 25 juin 2016.	France
17	Séminaire de formation sur le thème : « Management pour Assistant(e)s de Direction », organisé par le Centre de formation TRICOMPETENCES à Paris, du 27 juin au 08 juillet 2016.	France
18	Séminaire sur « les statistiques des recettes en Afrique », organisé par le Forum de l'Administration Fiscale Africaine (ATAF) en collaboration avec l'OCDE à Pretoria, du 29 au 30 juin 2016.	Afrique du Sud
19	l'Atelier régional sur l'harmonisation et la convergence fiscales, organisé par le Pôle Stratégies de Développement et Finances publiques PNUD – Centre Régional de Dakar à Malabo, du 04 au 08 juillet 2016.	Guinée Equatoriale
20	l'Atelier de l'UEMOA sur les dépenses fiscales, organisé par le Pôle Stratégies de Développement et Finances Publiques PNUD-Centre Régional Dakar à Abidjan, du 18 au 21 juillet 2016.	Côte d'Ivoire
21	Séminaire sur le thème : « la formation : outil de renforcement des capacités et d'accompagnement des réformes », organisé conjointement par le Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) et la Direction Nationale des Impôts de Guinée à Conakry, du 25 au 28 juillet 2016.	Guinée
22	Stage international de formation aux « Techniques d'Archivage et de documentation », organisé par Mémoire & Développement à Cotonou, du 22 août au 02 septembre 2016.	Bénin
23	Séminaire de la SADC sur les lignes directrices des incitations fiscales, tenu à Gaborone, du 28 août au 1er septembre 2016.	Botswana
24	formation des Inspecteurs des Impôts à l'Ecole Nationale des Finances Publiques à Noisiel, du 1er septembre 2016 au 31 juillet 2017.	France
25	Séminaire de formation de formateurs du Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) sur l'accompagnement du « Guide d'aide aux remboursements de crédits de TVA », organisé conjointement avec la Direction Générale des Impôts du Maroc, du 05 au 07 septembre 2016.	Maroc

### III.1.3. Politique sociale

#### 1. Prise en charge des soins de santé

La DGI dispose d'un Centre Médical qui assure les soins de santé des agents et leurs ayants droit. A cet effet, en 2016, le Centre Médical a bénéficié de crédits subdélgués de l'ordre de **CDF 297 374 000,00** pour prendre directement en charge les soins de santé de plus de **24 982** cas (toutes pathologies confondues). Parmi lesquels on dénombre **23 741** malades en ambulatoire et **1 241** malades hospitalisés à BINZA et autres formations hospitalières locales. **185** malades (cadres, agents et ayants-droit) ont été transférés des différentes Directions Provinciales à Kinshasa pour les soins appropriés.

Face aux cas dépassant la capacité installée du Centre Médical et des formations hospitalières locales, la DGI a procédé, au courant de l'année 2016, à l'évacuation sanitaire à l'étranger de **138** cas pour un coût de **USD 1 272 712,16**.

Par ailleurs, une somme de **CDF 444 374 951, 08** a également été libérée par la DGI pour honorer les appels de fonds de (425 cas) établis en faveur des Cadres et Agents et de **CDF 46 194 685,00** à titre des provisions médicales (29). En revanche, un montant de **CDF 163 380 385,42** a été affecté au remboursement des dépenses de santé préfinancées par les Cadres et Agents (409).

#### 2. Assistance sociale

Au-delà des droits et avantages sociaux statutairement reconnus aux Cadres et Agents, la DGI a apporté son assistance à quelques membres de son personnel pour rencontrer les difficultés liées à des besoins d'ordre social.

Les détails sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

##### 2.1 Situation des décès

En 2016, la Direction des Ressources Humaines a enregistré les décès de sept (07) cadres, vingt-quatre agents (24) et trente-six (36) ayants-droit, que la Direction Générale des Impôts a supporté pour un montant total de **CDF 180 755 937,34** repartis mensuellement tel que renseigné dans le tableau ci-dessous.

Mois	SITUATION DES DECES						total	Coût total (CDF)
	Cadres	Agents	épouses	Enfants	Personnes à charge			
Janvier	-	2	1	5	-	8	31 718 326,18	
Février	2	1	2	3	-	8	16 083 019,60	
Mars	2	-	1	2	-	5	25 681 984,59	
Avril	-	-	-	3	-	3	4 282 938,60	
Mai	-	5	-	3	-	8	14 520 381,38	
Juin	-	1	1	-	-	2	3 100 800,00	
Juillet	-	1	-	3	-	4	9 582 175,44	
Aout	1	3	-	-	-	4	26 412 067,86	
Septembre	1	4	3	3	-	11	24 310 410,69	
Octobre	1	3	-	2	-	6	10 063 193,00	
Novembre	-	2	2	-	-	4	7 856 040,00	
Décembre	-	2	-	2	-	-	7 144 610,00	
<b>TOTAL</b>	<b>7</b>	<b>24</b>	<b>10</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>67</b>	<b>180 755 937,34</b>	

## 2.2. Prêts et assistance accordés

En 2016, soixante-douze (72) cadres et agents ont bénéficié de prêts d'une valeur de **CDF 8.000.000 et USD 201.165** et cinquante-trois (53) d'une assistance sociale pour une valeur de **CDF 2.873.275 et USD 44.600**.

Mois	PRETS ACCORDES			ASSISTANCES ACCORDEES		
	Nombre	Montant en FC	Montant en \$	Nombre	Montant en FC	Montant en \$
Janvier	02	-	3.500	07	-	3.300
Février	01	-	2.500	08	-	3.800
Mars	13	-	20.500	03	-	1.500
Avril	04	-	8.500	03	-	1.500
Mai	-	-	-	-	-	-
Juin	04	-	35.665	02	1.000.000	10.000
Juillet	08	-	34.500	10	1.873.275	5.500
Aout	04	-	8.500	05	-	3.000
Septembre	02	-	6.500	02	-	2.500
Octobre	19	6.000.000	43.500	03	-	2.000
Novembre	09	1.000.000	21.000	04	-	5.000
Décembre	06	1.000.000	16.500	06	-	6.500
<b>TOTAL</b>	<b>72</b>	<b>8.000.000</b>	<b>201.165</b>	<b>53</b>	<b>2.873.275</b>	<b>44.600</b>

## III.2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES

En 2016, la DGI a bénéficié pour son fonctionnement et la motivation de son personnel d'une rétrocession forfaitaire sur les recettes réalisées ainsi que de 40% des pénalités fiscales recouvrées. Elle a bénéficié également d'une quotité de 10% des pénalités recouvrées pour ses dépenses d'investissement.

Dans le cadre de sa motivation, en sus du traitement d'activité de l'ensemble des agents de carrière des services publics de l'Etat, le personnel de la DGI reçoit des primes spécifiques (prime de mobilisation des recettes et primes de contentieux) prévues par le Décret n° 018/2003 du 2 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif à son personnel de carrière.

### III.2.1. Ressources financières de la DGI

Au cours de l'année 2016, la DGI a bénéficié des ressources totales évaluées à **CDF 97 416 872 169,70** dont **CDF 65 328 914 395,38** au titre de la rétrocession et de **CDF 27 540 825 237, 57** au titre de pénalités de service. Le tableau ci-après en donne les détails :

ORIGINE	MONTANT	TX PART.
SOLDE AU DEBUT DE L'ANNEE	4 547 132 536,75	4,67%
RETROCESSION	65 328 914 395,38	67,06%
PENALITES DE SERVICES	27 540 825 237,57	28,27%
<b>TOTAL</b>	<b>97 416 872 169,70</b>	<b>100,00%</b>

### III.2.2. Utilisation de la rétrocession suivant le mode de plafonnement de la rétrocession des recettes réalisées

Pour une meilleure gestion de la part de la rétrocession revenant aux frais de fonctionnement, un plan de trésorerie-type conforme à la nomenclature et au cadre comptable prévus dans le manuel de procédures d'exécution de la dépense est appliqué au niveau aussi bien de l'Administration Centrale que des Directions Urbaine et Provinciales des Impôts.

#### III.2.2.1. Crédits de fonctionnement alloués aux Services

Les ressources provenant de la rétrocession sont destinées au paiement de la prime de mobilisation des recettes des agents et aux frais de fonctionnement des Services de la DGI.

En 2016, les crédits de fonctionnement ont représenté un montant de **CDF 29 398 011 477,92**, dont **CDF 8 580 486 759,96** au titre de crédits subdélégués aux Services, soit **29,19 %** de la part de la rétrocession allouée pour le fonctionnement de la DGI, et **CDF 20 817 524 717,96** au titre de dépenses centralisées au niveau de l'Administration centrale, soit **70,81 %**, auxquels il faut ajouter le solde reporté de l'exercice 2015 de l'ordre de **CDF 2 751 306 429,09**.

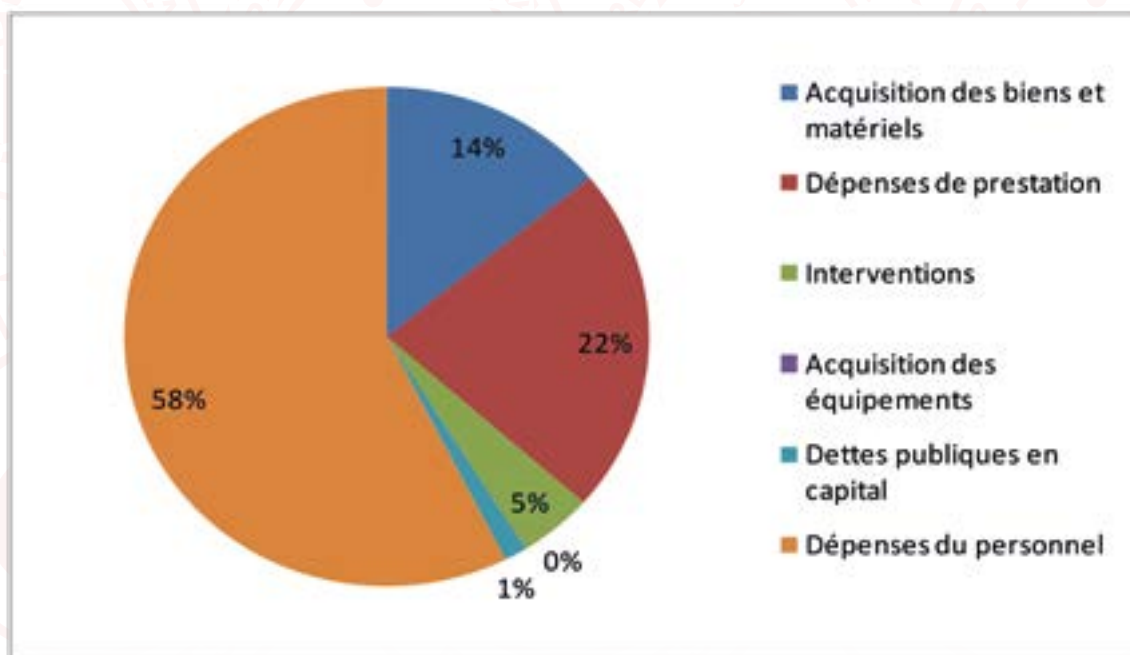
#### III.2.2.2. Dépenses centralisées

S'agissant des dépenses de fonctionnement centralisées au niveau de l'Administration Centrale, elles sont évaluées, au cours de l'année 2016, à **CDF 17 852 564 348,58** sur un crédit total de **CDF 23 568 831 147,05** dégageant ainsi un solde créditeur de **CDF 5 716 266 798,47**.

Le tableau ci-dessous en donne les détails par nature de dépense :

<b>LIBELLE</b>	<b>MONTANT EN CDF</b>	<b>TAUX DE PART.</b>
Acquisition des biens et matériels	2 516 997 550,66	14,10%
Dépenses de prestation	3 997 407 767,77	22,39%
Interventions	823 184 302,93	4,61%
Acquisition des équipements	4 900 000,00	0,03%
Dettes publiques en capital	245 807 871,09	1,38%
Dépenses du personnel	10 264 266 856,13	57,49%
<b>TOTAL</b>	<b>17 852 564 348,58</b>	<b>100,00%</b>

La répartition en pourcentage des dépenses centralisées se présente comme suit :



### III.2.2.3. Prime de mobilisation des recettes

La prime de mobilisation des recettes des agents est couverte par les 55% des ressources provenant de la rétrocession revenant à la DGI sur les recettes mobilisées. Au cours de l'année 2016, l'enveloppe globale de cette prime s'est évaluée à CDF 35 930 902 917,46. Cette somme a été totalement reversée au personnel.

### III.2.3. Utilisation des pénalités de service

#### III.2.3.1. Prime de contentieux

Conformément à l'article 22 du Décret n° 018/2003 du 2 mars 2003 portant règlement d'administration relatif au personnel de carrière de la Direction Générale des Impôts, il est attribué aux agents de la DGI ainsi qu'aux aviseurs, dans le cadre de la lutte contre la fraude, une prime de contentieux pour toute infraction en matière fiscale par eux découverte, constatée ou signalée. Elle est assise sur 40% de l'ensemble des pénalités fiscales recouvrées, sur pied de l'article 4 alinéa 1<sup>er</sup> *in fine*, du Décret n° 017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la Direction Générale des Impôts, tel que modifié et complété à ce jour.

Au cours de l'année 2016, la part des pénalités fiscales recouvrées revenant à la DGI a représenté un montant total de CDF 27 540 825 237,57. Cette somme comprend la part des pénalités réservées aux investissements CDF 5 508 165 047,51 ainsi que celle affectée à la prime du contentieux versée au personnel CDF 22 032 660 190,06.

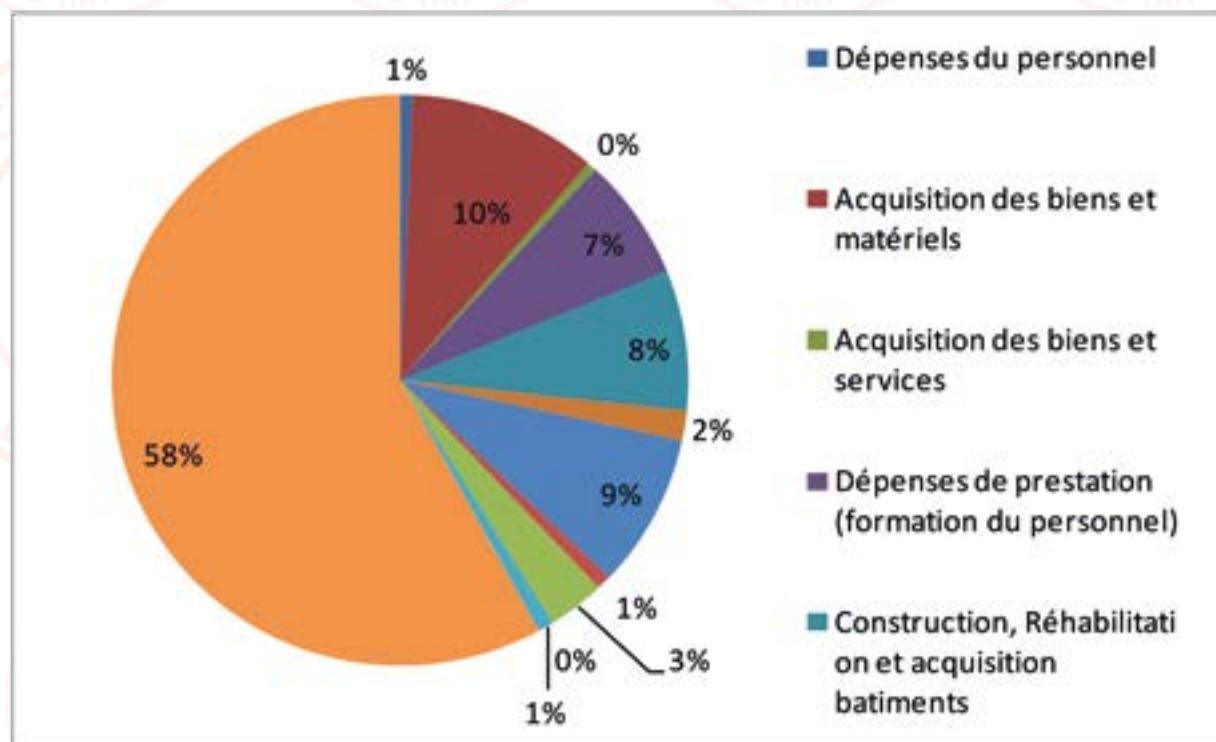
#### III.2.3.2. Dépenses d'investissement

En application de l'article 4, alinéa 2, du Décret du 2 mars 2003 portant sa création, la DGI bénéficie, en sus des crédits budgétaires lui alloués, d'une quotité de 10% des pénalités recouvrées pour couvrir ses dépenses d'investissement.

En 2016, cette quotité a représenté un montant de **CDF 5 508 165 047,51** pour les pénalités recouvrées de la période, à laquelle il faut ajouter le solde de l'année 2015 de **CDF 1 379 757 993,73** soit un total de **CDF 6 887 923 041,24**. Sur ce montant, les dépenses d'investissement effectuées au cours de l'année se sont évaluées à **CDF 6 319 628 622,66** telles que renseignées dans le tableau ci-après :

LIBELLE	MONTANT EN CDF	TAUX DE PARTIC.
Dépenses du personnel	44 115 000,00	0,70%
Acquisition des biens et matériels	669 874 690,40	10,60%
Acquisition des biens et services	34 617 067,41	0,55%
Dépenses de prestation (formation du personnel)	438 432 432,81	6,94%
Construction, Réhabilitation et acquisition bâtiments	501 559 210,30	7,94%
Acquisition équipements de bureau	104 774 047,95	1,66%
Acquisition équipements informatiques	552 505 622,89	8,74%
Acquisition équipements électriques	50 635 979,00	0,80%
Acquisition des véhicules terrestres	202 967 730,43	3,21%
Acquisition équipements téléphoniques	937 125,00	0,01%
Acquisition équipements divers	55 368 310,00	0,88%
Transfert é Interventions	3 663 841 406,47	57,98%
<b>TOTAL</b>	<b>6 319 628 622,66</b>	<b>100,00%</b>
<b>Solde au 31/12/2016</b>	<b>568 294 418,58</b>	

La répartition en pourcentage des dépenses d'investissement se présente comme suit :



### III.3. GESTION DES PLAQUES MINERALOGIQUES

En 2016, la Direction de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux a reçu et mis à la disposition des services un stock de **50 894** paires de plaques minéralogiques dont l'utilisation par lesdits services est renseignée dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	STOCK INITIAL	STOCK RECU EN 2016	CUMUL 2016	STOCK VENDU	STOCK A FIN PERIODE
DUI-KIN	1 046	27 597	28 643	27 967	676
BANDUNDU	100		100	100	0
KONGO CENTRAL	600	6 299	6 899	6 899	0
EQUATEUR	30	50	80	46	34
KASAI-OCCIDENTAL	55	0	55	55	0
KASAI-ORIENTAL	100		100	100	0
KATANGA	360	8 299	8 659	8 484	175
MANIEMA	45	50	95	35	60
NORD KIVU	400	2 850	3 250	3 000	250
PROVINCE ORIENTALE	255	2 550	2 805	2 345	460
SUD KIVU		3 199	3 199	2 699	500
<b>TOTAL</b>	<b>2 991</b>	<b>50 894</b>	<b>53 885</b>	<b>51 730</b>	<b>2 155</b>

## IV. INFORMATISATION DES SERVICES

Au cours de l'année 2016, la DIRINFO a poursuivi ses efforts dans l'informatisation des Services centraux et ses Services opérationnels (DGE, DUI-Kinshasa et DPI) et dans le renforcement des capacités des utilisateurs pour une meilleure exploitation des applications informatiques dans le cadre de la gestion de l'impôt et des ressources humaines. Ces efforts se sont traduits par :

### 1° Dans le domaine de l'informatisation des Services

- remplacement de l'injecteur de signal de l'antenne de liaison DGIREP de l'hôtel des impôts et du câble coaxial pour le rétablissement de la connexion avec la DUIK ;
- entretien et maintenance de matériels informatiques et du réseau de l'UCTIC ;
- traitement et intégration des données des licences d'importation et d'exportation du 3ème et 4ème trimestre 2015 en provenance de la Banque Centrale du Congo ;
- traitement et intégration des données d'importation et d'exportation de l'année 2015 en provenance de la Direction Générale des Douanes et Accises ;
- traitement des bases de données des services opérationnels en vue de la création d'une base consolidée ;
- poursuite du développement du module de gestion des utilisateurs du logiciel de la télé-déclaration ;
- production des répertoires des services réformés provenant de leurs bases de données (listes des contribuables en activités sans assujettissement, listes des assujettissements etc....) ;
- intégration des résolutions en matière informatique issues du séminaire des Directeurs des Impôts au programme d'actions de la Direction de l'Informatique pour l'année 2016 ;
- finalisation du développement du module de la déclaration IPR du logiciel de la télé-déclaration ;
- prise en compte du champ « sigle » comme critère de recherche dans l'application informatique DGIREP ;
- assistance aux travaux de modification de configuration à distance des routeurs par la société GTL pour la liaison DGIREP ;
- contrôle et surveillance du bon fonctionnement des matériels informatiques ;
- sauvegarde quotidienne des bases de données des applications informatiques opérationnelles (NIF, DRR et Recouvrement) ;
- intégration des licences RC et IS du premier trimestre 2016 dans la banque des données.

### 2° Dans le domaine du renforcement des capacités des utilisateurs

- formation des utilisateurs de l'application informatique de gestion de l'impôt en rapport avec la déclaration unique de l'IPR, cotisations sociales et rémunérations patronales ;
- formation des utilisateurs de l'application informatique DGIREP à la Direction Urbaine des Impôts de KINSHASA.

### 3° Dans le cadre de la mise en œuvre de la TVA

- rapprochement des données de recoupements des états détaillés de déductions avec les données des déclarations provenant de leurs bases de données (listes des contribuables collectant la TVA sans être assujettis et des contribuables collectant la TVA sans reverser, etc.) ;
- les travaux préparatoires avec les experts Tanzaniens sur la collecte de la TVA en vue de l'élaboration de la note conceptuelle ;
- élaboration de la note conceptuelle sur le système de gestion et de collecte de la TVA (caisses enregistreuses).

## V. ETAT D'AVANCEMENT DES REFORMES FISCALES

Les réformes mises en œuvre par la DGI se déclinent en trois axes, à savoir, la modernisation du système fiscal, la mise en place d'une administration moderne et l'amorce de la réforme de la fiscalité directe.

Par ailleurs, en 2016 la DGI a consolidée la mise en œuvre de ces axes de réformes fiscales en terme de perspectives d'avenir.

## VI. PERSPECTIVES D'AVENIR

Pour l'avenir, la Direction Générale des Impôts envisage de poursuivre la mise en œuvre des mesures de réforme contenue dans son programme de réforme et de modernisation non encore réalisées ou réalisées partiellement, suivant des chronogrammes à définir :

### 1° En ce qui concerne la réforme des structures

- actualisation du cadre organique de la DGI, pour :
  - restructurer l'Inspection des Services dans le sens d'organiser un véritable Service d'audit interne conformément aux normes internationales en dehors des aspects de vérification des services dont elle a la charge, et d'agencer le Corps des Inspecteurs en prenant en compte les aspects d'audit interne, de maîtrise de risques, de vérification des Services et d'enquêtes et contrevérification fiscales ;
  - restructurer la Direction des Grandes Entreprises et les Centres des Impôts pour retirer, notamment, les aspects de ressources humaines, de services généraux et d'informatique, et renforcer les attributions du Service d'Appoint et les structures dédiées à la gestion des comptes des contribuables ;
  - restructurer les Services du siège des Directions Provinciales des Impôts et ceux des Centres d'Impôts Synthétiques, à travers la définition des cadres organiques allégés pour tenir compte de la nouvelle configuration territoriale du pays après le découpage ;
- poursuite de l'implantation des Centres des Impôts dans les Provinces où ils n'existent pas encore (Kisangani, Bukavu, Kananga et Mbuji-Mayi notamment) en fonction de la disponibilité des ressources ;
- installation d'un 2<sup>ème</sup> Centre des Impôts (CDI) à Kinshasa pour tenir compte du nombre élevé de contribuables suivis par l'actuel CDI.

### 2° En ce qui concerne la réforme de la législation

- consolidation de la réforme de la fiscalité indirecte (TVA) ;
- renforcement du dispositif législatif sur le prix de transfert ;
- amélioration des procédures fiscales dans le sens de renforcer l'efficacité de l'action de l'Administration des Impôts ;
- réforme de la fiscalité directe par l'institution d'un impôt sur les sociétés et d'un impôt sur le revenu des personnes physiques.

### 3° En ce qui concerne le dispositif d'appui à la gestion de l'impôt

- poursuite de l'installation des postes déconcentrés d'attribution du Numéro Impôt (NIF) au sein des Directions Provinciales des Impôts (DPI) ci-après : Equateur (Mbandaka), Bandundu (Bandundu), Kasai-Occidental (Kananga), Kasai-Oriental (Mbuji-Mayi) et Maniema (Kindu) ;

- mise en place du plan de modernisation du système informatique de la DGI, comprenant notamment :
  - l'implémentation d'une base de données unifiée et l'intégration avec les bases de données NIF et recoupements ;
  - la réorganisation des applications informatiques métiers par leur migration vers les applications Web ;
  - le câblage et la réorganisation du réseau informatique local (LAN) en vue de l'interconnexion de tous les Services ;
  - la mise en œuvre des télé-procédures (télé-déclaration et télé-paiement), en commençant par les entreprises minières gérées par la DGE en ce qui concerne la télé-déclaration ;
  - l'intégration des logiciels métiers (immatriculation des contribuables, gestion de l'impôt et banque de données des recoupements) ;
- acquisition d'un dispositif informatique pour la collecte et la gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis devant permettre la remontée des informations à la DGI.

#### 4°) En ce qui concerne le renforcement des capacités du personnel

- poursuite de la vulgarisation de la législation fiscale ;
- organisation des sessions de formation :
  - en matière de prix de transfert ;
  - en matière de contrôle, notamment, des entreprises du secteur minier, bancaire, d'hydrocarbure et de télécommunication ;
  - en normes comptables internationales pour le contrôle des banques commerciales ;
  - sur l'exercice du droit d'enquête et du droit de visite et de saisie ;
  - en matière de TVA et de droit OHADA ;
  - en matière d'évaluation de la dépense fiscale ;
  - en matière d'élaboration des prévisions budgétaires des recettes ainsi que de tenue et d'analyse des données statistiques sur les recettes fiscales ;
  - des auditeurs internes en vue de leur certification.

Fait à Kinshasa, le

*SELE YALAGHULI*

# ANNEXES



TABLEAU N° 1. PREVISIONS BUDGETAIRES DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT / EXERCICE 2016

NATURE D'IMPOT	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PARTICIP.
<b>RECETTES HORS TVA</b>														
<b>IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS</b>	58 726 081 719,42	43 223 250 767,42	40 614 392 200,88	45 788 360 298,59	44 754 237 718,59	46 832 569 773,44	55 000 116 768,20	59 221 352 400,70	60 257 855 456,00	59 934 031 181,50	59 814 386 195,69	59 595 592 174,56	633 762 332 654,00	36,48%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions publiques et fonctionnaires et agents publics	45 889 204 548,73	29 867 157 019,86	30 513 470 620,04	33 987 507 515,07	31 706 258 462,01	32 930 444 830,81	37 725 530 239,55	40 665 028 462,96	40 969 141 147,30	40 894 205 606,49	40 985 687 724,08	40 782 847 627,40	446 851 523 986,00	25,72%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Publiques	0,00	3 119 993 394,00	1 559 996 652,00	1 501 466 038,00	5 046 268 000,75	5 046 268 000,75	5 379 601 334,08	5 379 601 334,08	5 379 601 334,08	5 379 601 334,08	5 379 601 334,08	5 379 601 334,08	48 411 600 000,00	2,80%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics												0,00		
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	0,00	2 130 679 662,00	1 063 339 831,00	1 065 799 831,00	1 192 410 084,50	1 192 410 084,50	1 192 410 084,50	1 192 410 084,50	1 192 410 084,50	1 192 410 084,50	1 192 410 084,50	1 192 410 084,50	13 801 100 000,00	0,79%
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régis financières	238 109 578,69	563 568 779,09	718 671 794,81	286 355 062,59	1 205 483 100,60	1 205 483 100,60	1 205 483 100,60	1 205 483 100,60	1 205 483 100,60	1 205 483 100,60	1 205 483 100,60	1 205 483 100,60	11 450 570 000,00	0,66%
Impôt sur les revenus salariaux des Etrangers	7 588 794 735,60	4 596 044 412,29	4 579 996 563,36	4 995 223 229,35	3 044 909 968,83	3 875 205 830,43	4 898 147 794,48	5 204 264 261,58	5 824 029 546,32	5 854 058 329,59	5 905 995 130,09	5 931 614 808,07	62 298 274 610,00	3,59%
Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Espagnols (IERE)	5 009 972 856,40	2 945 787 590,18	2 176 946 720,07	3 802 014 462,58	2 561 908 101,81	2 583 097 923,35	4 599 144 214,98	5 634 565 153,97	5 687 189 643,19	5 408 162 464,23	5 147 209 322,34	5 103 435 219,90	50 749 444 058,00	2,92%
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS</b>	11 099 902 229,67	7 987 923 731,72	11 320 949 090,80	77 398 916 836,77	9 326 099 768,69	12 827 830 306,69	17 349 984 883,73	17 009 919 112,94	16 241 058 908,59	16 248 236 653,09	124 512 180 187,61	15 177 245 699,32	456 500 884 200,00	25,22%
Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	2 082 798 250,72	1 053 194 706,69	2 570 889 274,32	60 288 032 210,95	1 538 268 891,98	1 568 909 873,71	1 940 682 772,37	1 946 946 106,86	2 029 360 996,32	2 047 664 821,55	10 328 537 235,70	1 242 860 216,14	296 466 366 838,00	17,60%
Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	1 683 879 330,93	86 478 575,81	36 923 131,00	877 491 302,79	1 741 315 249,59	1 741 315 249,59	4 906 946 106,86	4 906 946 106,86	4 906 946 106,86	4 906 946 106,86	4 906 946 106,86	4 914 825 152,29	35 017 338 721,00	2,05%
Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	4 240 032 262,76	3 470 719 362,04	5 860 395 272,91	3 023 572 531,17	3 646 393 336,49	4 646 593 538,19	4 646 593 538,19	4 846 593 538,19	4 846 593 538,19	4 846 593 538,19	4 846 593 538,19	4 846 593 538,19	54 365 468 071,00	3,13%
Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	3 093 192 205,26	3 397 531 033,18	2 843 741 412,57	3 620 829 800,86	2 399 722 045,64	4 870 831 401,90	6 201 423 661,83	5 315 606 652,21	4 438 649 224,33	4 447 012 143,18	5 299 103 243,56	4 172 966 748,48	50 051 600 574,00	2,88%
<b>IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur / les ventes locales														
<b>AUTRES RECETTES</b>	1 960 441 839,91	1 665 119 687,77	1 266 660 022,56	2 659 923 302,45	1 398 046 062,69	1 446 377 113,64	4 024 052 564,91	4 885 901 872,23	4 854 461 059,98	4 847 333 674,69	4 767 766 789,98	4 680 932 735,19	38 986 536 726,00	2,24%
Immatriation des véhicules	135 333 207,47	117 864 607,65	108 930 183,16	105 109 383,05	197 404 788,58	197 404 788,58	197 404 788,58	197 404 788,58	197 404 788,58	197 404 788,58	197 404 788,58	197 404 788,58	2 046 495 780,00	0,12%
Ventes de imprimés	53 722 273,54	45 005 943,90	30 223 134,04	18 424 535,34	173 887 381,09	173 887 381,09	173 887 381,09	173 887 381,09	173 887 381,09	173 887 381,09	173 887 381,09	173 887 381,09	1 536 476 453,00	0,09%
Amendes et pénalités	1 771 366 268,90	1 504 249 236,22	1 127 506 705,36	2 536 389 384,06	1 026 753 039,02	1 075 084 743,96	4 252 760 195,24	4 474 109 202,55	4 483 688 690,30	4 476 603 915,02	4 304 474 420,31	4 279 640 365,07	35 403 564 510,00	2,04%
<b>SOUS-TOTAL HORS TVA</b>	71 786 425 789,00	52 876 294 186,91	53 202 001 314,24	125 847 206 437,81	55 478 383 549,98	61 107 096 992,77	176 974 154 216,84	81 076 673 385,86	81 354 012 424,97	81 029 601 399,28	189 094 333 773,28	79 423 570 069,07	1 109 249 753 590,00	63,84%
<b>RECETTES TVA</b>														
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE SUR DECLARATIONS	57 909 876 648,95	43 759 317 336,15	47 177 629 328,84	51 250 497 096,73	48 180 619 019,74	49 179 812 007,41	50 110 164 829,08	50 216 487 171,396	50 839 168 795,67	51 240 175 654,05	52 165 912 640,15	52 164 188 886,59	604 083 879 425,32	34,77%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE RECOUVREE SUR AMIR-A	1 984 007 897,73	1 645 536 975,00	2 261 954 024,05	2 158 472 466,25	1 925 874 417,60	1 965 814 133,44	2 018 990 900,52	2 007 252 085,05	2 044 133 490,28	2 052 154 117,72	2 066 706 340,09	2 059 136 438,96	24 190 993 246,68	1,39%
<b>SOUS-TOTAL TVA</b>	59 894 784 546,68	45 404 854 311,15	49 439 613 352,89	53 408 969 562,98	50 106 493 437,34	51 145 626 150,85	52 223 799 357,00	52 223 799 357,00	52 883 302 285,95	53 292 329 771,77	54 123 678 980,24	54 223 325 325,35	628 274 872 679,00	36,16%
<b>TOTAL</b>	131 681 210 335,68	98 281 148 598,06	102 641 614 667,13	179 256 176 000,79	105 584 876 987,31	112 252 723 143,62	229 193 310 066,44	133 300 412 642,86	134 237 314 710,92	134 321 931 281,05	243 217 012 153,52	133 646 895 934,62	1 737 524 626 262,00	100,00%

TABLEAU N° 2. RECETTES COMPTABILISEES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT / EXERCICE 2016

N°	NATURE D'IMPOT	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PARTICIP.
<b>A.</b>	<b>RECETTES HORS TVA</b>														
<b>I.</b>	<b>IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS</b>	38 759 316 784,95	43 223 230 767,42	40 468 635 835,29	40 804 504 617,41	39 035 515 939,78	39 874 071 532,69	46 063 532 380,89	40 253 803 657,57	39 842 192 411,04	67 635 487 298,48	45 101 332 253,21	52 300 552 653,95	552 272 198 412,68	32,87%
71 111.1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	45 922 441 614,26	29 867 157 019,86	30 367 714 274,05	30 235 761 235,22	28 707 333 577,35	28 908 197 751,48	34 560 720 324,29	30 905 046 646,94	29 424 782 271,38	50 998 671 739,33	32 408 853 822,07	37 643 127 023,91	409 976 807 083,94	24,46%
71 111.2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	0,00	3 119 993 394,00	1 559 996 652,00	1 560 466 038,00	1 560 466 038,00	1 561 926 038,00	1 566 817 977,00	1 566 817 977,00	1 566 817 977,00	1 587 290 515,00	1 587 290 515,00	1 587 290 515,00	18 828 463 546,00	1,12%
71 111.3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics	0,00	2 130 679 662,00	1 065 339 831,00	1 065 799 831,00	1 065 799 831,00	1 065 339 831,00	1 065 459 338,00	1 065 459 338,00	1 065 459 338,00	1 066 543 293,00	1 066 543 293,00	1 066 543 293,00	12 788 966 879,00	0,76%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	238 109 578,69	563 568 779,09	718 671 794,81	536 239 643,26	0,00	983 951 231,95	0,00	179 500 939,10	246 276 193,19	717 567 951,99	146 546 852,54	763 475 408,65	5 093 909 373,25	0,30%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	7 588 794 733,60	4 590 064 412,29	4 579 966 563,36	4 395 223 229,35	4 364 126 164,12	4 259 968 866,46	5 513 957 484,54	4 407 415 746,12	4 265 497 201,84	7 473 711 380,01	4 496 334 033,00	6 640 025 348,30	62 241 125 064,99	3,74%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	5 009 972 856,40	2 945 787 290,18	2 176 946 720,07	2 092 014 642,38	3 336 790 549,11	3 094 687 803,82	4 247 597 257,06	2 469 562 010,41	3 273 359 426,63	5 791 212 419,15	3 395 334 007,00	4 609 661 165,09	43 342 926 450,50	2,58%
<b>II.</b>	<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS MOBILIERS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX</b>	11 099 902 229,67	7 987 923 731,72	11 320 949 098,80	80 267 833 470,38	9 870 254 761,49	9 609 000 143,68	131 205 087 333,38	11 000 985 516,89	18 585 755 616,66	31 837 382 025,65	131 039 602 000,28	13 395 636 972,31	467 230 322 913,31	27,80%
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	2 082 798 230,72	1 033 194 760,69	2 570 889 274,32	72 375 775 830,01	3 374 137 038,15	2 661 625 256,89	123 657 315 745,95	3 334 678 709,43	9 969 684 074,90	19 909 407 664,64	121 286 418 030,03	3 190 427 175,04	365 466 418 753,77	21,73%
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	1 683 879 530,93	86 478 575,81	36 023 131,00	877 491 302,79	10 637 035,22	4 980 890,00	23 363 940,00	29 288 437,75	30 666 466,95	26 000 435,00	29 868 312,00	29 578 657,45	2 869 156 114,90	0,17%
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	4 240 032 262,76	3 470 719 362,04	5 869 395 272,91	3 612 572 321,17	2 986 415 546,37	3 170 155 364,87	1 829 480 849,54	3 143 837 173,26	4 010 294 254,43	2 717 237 131,05	6 128 108 470,19	4 271 426 444,14	45 449 047 623,73	2,76%
71 113	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	3 083 192 203,26	3 397 531 033,18	2 843 741 412,57	3 401 993 816,61	3 499 021 121,75	3 792 248 631,92	5 694 926 818,09	4 473 181 196,45	4 575 200 840,38	9 184 669 851,96	3 395 147 188,06	5 994 205 295,68	53 445 100 420,91	3,18%
<b>III.</b>	<b>IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	0,00	790 065,70	5 664 404,99	1 424 535,34	3 726 632,89	2 831 808,61	2 807 084,64	755 082,80	680 324,72	21 183 419,98	3 129 440,96	4 128 777,95	47 121 618,46	
	Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur	0,00	790 065,70	5 664 404,99	1 424 535,34	3 726 632,89	2 831 808,61	2 807 084,64	755 082,80	680 324,72	21 183 419,98	3 129 440,96	4 128 777,95	47 121 618,46	
<b>IV.</b>	<b>AUTRES RECETTES</b>	1 960 441 839,91	1 665 119 887,77	1 266 660 022,56	1 159 923 302,45	1 298 342 599,66	1 661 176 419,67	1 431 392 406,35	963 746 128,16	4 881 882 604,98	20 682 252 199,82	1 588 604 755,10	3 100 339 459,38	41 648 861 425,81	2,48%
71 451.1	Immatriculation des véhicules	135 333 297,47	117 864 007,65	108 939 183,16	105 109 383,65	80 657 654,03	112 600 109,27	124 657 323,44	127 289 262,40	101 678 326,93	123 992 197,85	123 790 960,73	104 720 460,15	1 372 632 958,73	0,08%
74 233.9	Vente des imprimés	53 722 273,54	43 005 839,90	30 223 134,04	18 424 535,34	10 723 079,08	8 980 286,72	8 163 981,38	8 666 598,05	8 500 900,54	9 894 156,64	9 968 466,35	2 175 736 779,63	217 736 779,63	0,01%
71 181	Amendes et pénalités	1 771 366 268,90	1 594 249 236,22	1 127 566 765,36	1 036 389 384,06	1 206 979 865,25	1 529 536 023,68	1 299 313 618,86	828 292 881,38	4 771 337 680,00	20 542 099 941,43	1 454 919 637,73	2 985 621 343,88	40 058 471 687,45	2,38%
	<b>SOUS-TOTAL HORS TVA</b>	71 819 662 854,53	52 877 084 292,61	53 060 909 353,64	122 233 085 925,78	50 207 839 953,82	51 147 089 994,65	179 602 819 225,46	52 219 200 385,42	63 310 510 957,40	120 175 304 943,93	175 732 668 793,55	68 810 637 863,47	1 061 198 394 370,26	63,15%
<b>B.</b>	<b>RECETTES TVA</b>														
	<b>TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE SUR DECLARATIONS</b>	57 909 244 029,40	43 898 483 025,03	47 244 968 030,54	53 106 518 946,61	48 635 664 002,33	41 020 019 862,96	44 123 192 548,23	50 102 713 086,20	45 000 016 353,97	41 186 842 372,80	44 672 338 536,88	44 394 735 644,05	561 365 656 400,20	33,41%
	<b>TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE RECOURUE SUR AMR A</b>	1 984 907 897,73	1 644 746 760,30	2 256 289 619,06	1 476 735 459,62	558 392 384,08	1 697 628 300,99	1 882 721 611,35	2 077 312 192,30	2 221 405 083,56	36 057 316 232,85	3 468 546 451,24	2 520 632 898,84	57 846 054 901,12	3,44%
	<b>SOUS-TOTAL TVA</b>	59 894 151 927,13	45 543 229 785,33	49 461 257 649,60	54 583 254 406,23	49 194 056 386,61	42 717 048 163,95	46 005 914 199,78	52 180 025 278,50	47 312 321 437,53	77 244 158 005,65	48 169 904 988,12	46 915 388 532,89	619 211 711 310,32	36,85%
	<b>TOTAL</b>	131 713 814 781,66	98 420 314 068,94	102 522 167 003,24	176 816 340 332,01	99 401 896 340,43	93 864 138 058,60	225 608 733 345,24	104 399 315 663,92	110 622 832 394,93	197 419 463 949,58	223 893 573 787,67	115 726 026 406,36	1 680 410 215 680,58	100,00%

**TABLEAU N° 3. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT / EXERCICE 2016**

N°	NATURE D'IMPOT	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIPATION
<b>A</b>	<b>RECETTES HORS TVA</b>					
<b>I.</b>	<b>IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS</b>	<b>633 762 332 654,00</b>	<b>552 272 198 412,68</b>	<b>-81 490 134 241,32</b>	<b>87,14%</b>	<b>32,87%</b>
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	446 851 323 986,00	409 976 807 098,94	-36 874 516 887,06	91,75%	24,40%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Membres des Institutions Politiques	48 611 600 000,00	18 828 463 546,00	-29 783 136 454,00	38,73%	1,12%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Fonctionnaires et Agents publics					
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Autres fonctionnaires et Agents publics	13 801 100 000,00	12 788 966 879,00	-1 012 133 121,00	92,67%	0,76%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Agents des Régies financières	11 450 570 000,00	5 093 909 373,25	-6 356 660 626,75	44,49%	0,30%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	62 298 274 610,00	62 241 125 064,99	-57 149 545,01	99,91%	3,70%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	50 749 464 058,00	43 342 926 450,50	-7 406 537 607,50	85,41%	2,58%
<b>II.</b>	<b>IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS</b>	<b>436 500 884 210,00</b>	<b>467 230 322 913,31</b>	<b>30 729 438 703,31</b>	<b>107,04%</b>	<b>27,80%</b>
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	296 466 366 838,00	365 466 418 753,77	69 000 051 915,77	123,27%	21,75%
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	35 617 358 727,00	2 869 156 114,90	-32 748 202 612,10	8,06%	0,17%
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	54 365 468 071,00	45 449 647 623,73	-8 915 820 447,27	83,60%	2,70%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	50 051 690 574,00	53 445 100 420,91	3 393 409 846,91	106,78%	3,18%
<b>III.</b>	<b>IMPÔTS &amp; TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	<b>0,00</b>	<b>47 121 618,46</b>	<b>47 121 618,46</b>	<b>100,00%</b>	<b>0,00%</b>
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur		47 121 618,46	47 121 618,46	100,00%	0,00%
<b>IV.</b>	<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>38 986 536 726,00</b>	<b>41 648 861 425,81</b>	<b>2 662 324 699,81</b>	<b>106,83%</b>	<b>2,48%</b>
71 451 1	Immatriculation des véhicules	2 046 495 780,00	1 372 632 958,73	-673 862 821,27	67,07%	0,08%
74 233 9	Vente des imprimés	1 536 476 436,00	217 756 779,63	-1 318 719 656,37	14,17%	0,01%
71 181	Amendes et pénalités	35 403 564 510,00	40 058 471 687,45	4 654 907 177,45	113,15%	2,38%
	<b>SOUS-TOTAL HORS TVA</b>	<b>1 109 249 753 590,00</b>	<b>1 061 198 504 370,26</b>	<b>-48 051 249 219,74</b>	<b>95,67%</b>	<b>63,15%</b>
<b>B.</b>	<b>RECETTES TVA</b>					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	604 083 879 425,32	561 365 656 409,20	-42 718 223 016,12	92,93%	33,41%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOURVEE SUR AMR A	24 190 993 246,68	57 846 054 901,12	33 655 061 654,44	239,12%	3,44%
	<b>SOUS-TOTAL TVA</b>	<b>628 274 872 672,00</b>	<b>619 211 711 310,32</b>	<b>-9 063 161 361,68</b>	<b>98,56%</b>	<b>36,85%</b>
	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>1 737 524 626 262,00</b>	<b>1 680 410 215 680,58</b>	<b>-57 114 410 581,42</b>	<b>96,71%</b>	<b>100,00%</b>

**TABEAU N° 4. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION**

CENTRE DE PERCEPTION	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIPATION
DGE	1 517 818 201 032,32	1 464 398 203 998,33	-53 419 997 033,99	96,48%	87,15%
DUI-KIN	72 655 409 739,09	61 575 124 652,22	-11 080 285 086,87	84,75%	3,66%
<b>S/TOTAL KINSHASA</b>	<b>1 590 473 610 771,41</b>	<b>1 525 973 328 650,55</b>	<b>-64 500 282 120,86</b>	<b>95,94%</b>	<b>90,81%</b>
BANDUNDU	1 380 919 635,98	1 162 562 758,20	-218 356 877,78	84,19%	0,07%
BAS-CONGO	7 744 236 937,28	9 163 816 639,93	1 419 579 702,65	118,33%	0,55%
EQUATEUR	1 183 196 583,21	1 039 841 894,26	-143 354 688,95	87,88%	0,06%
KASAI OCCIDENTAL	1 115 960 783,38	1 073 573 062,62	-42 387 720,76	96,20%	0,06%
KASAI ORIENTAL	2 097 339 007,30	2 048 521 642,29	-48 817 365,01	100,00%	0,12%
KATANGA	85 387 612 161,74	81 340 454 514,54	-4 047 157 647,20	100,00%	4,84%
MANIEMA	1 333 066 125,39	1 280 550 071,78	-52 516 053,61	96,06%	0,08%
NORD KIVU	15 040 650 434,69	14 132 155 971,99	-908 494 462,70	93,96%	0,84%
PROVINCE ORIENTALE	22 458 982 294,47	33 740 121 779,46	11 281 139 484,99	150,23%	2,01%
SUD KIVU	9 309 051 527,15	9 455 288 694,96	146 237 167,81	101,57%	0,56%
<b>S/TOTAL DPI</b>	<b>147 051 015 490,59</b>	<b>154 436 887 030,03</b>	<b>7 385 871 539,44</b>	<b>105,02%</b>	<b>9,19%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 737 524 626 262,00</b>	<b>1 680 410 215 680,58</b>	<b>-57 114 410 581,42</b>	<b>96,71%</b>	<b>100,00%</b>

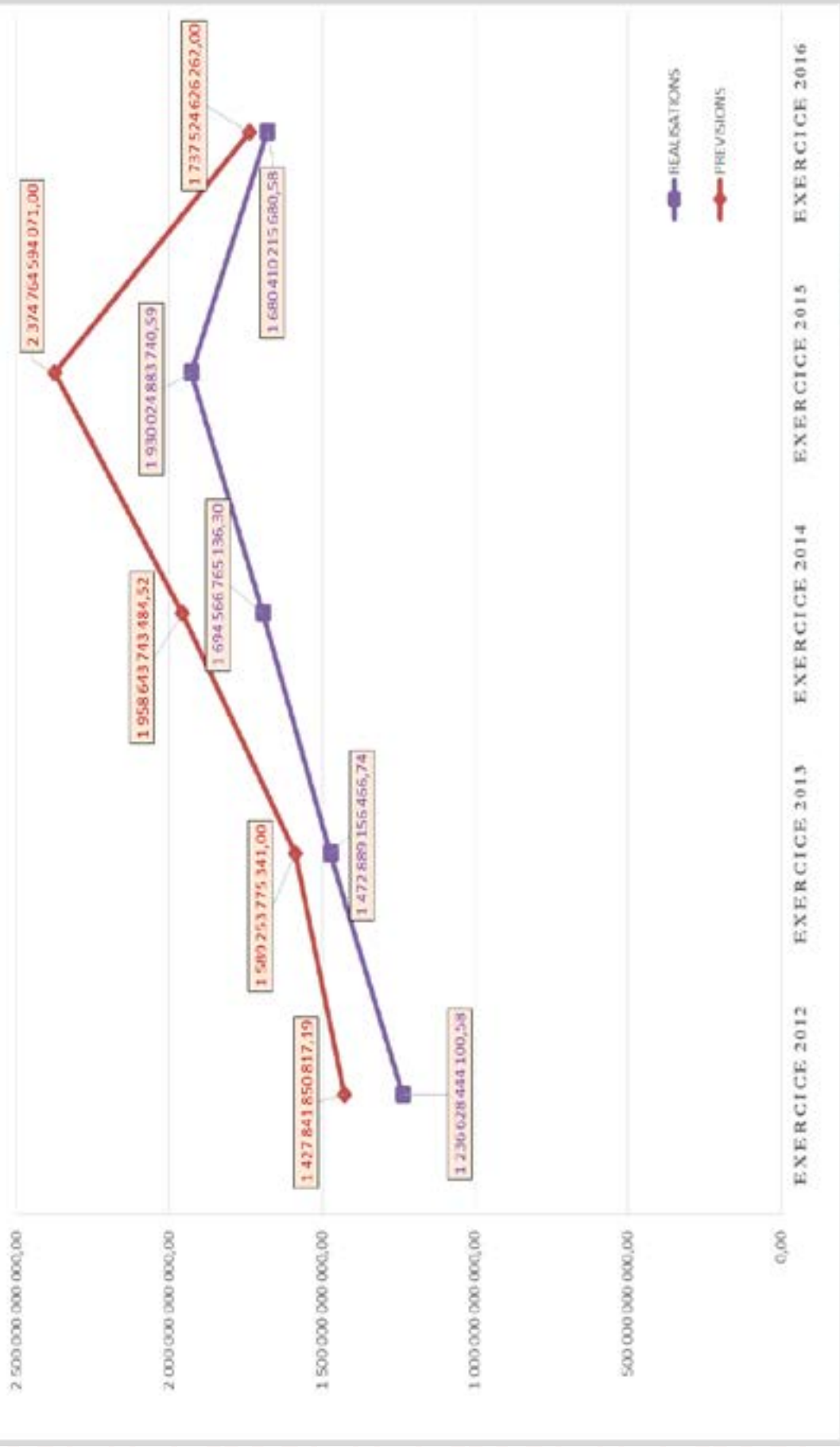
**TABLEAU N° 5. EVOLUTION DES RECETTES DE LA DGIPAR GRANDES MASSES de 2012 à 2016**

GRANDES MASSES	2012	2013	2014	2015	2016
IMPOIS SUR LES REMUNERATIONS	435 831 520 676,16	529 158 629 373,27	565 034 899 400,94	563 575 108 563,72	552 272 198 412,68
IMPOIS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	234 285 464 578,38	297 669 031 348,50	495 784 126 411,31	709 095 298 194,45	467 230 322 913,31
IMPOIS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	61 851 744 790,08	27 749 016 506,65	1 901 206 367,15	142 575 506,71	47 121 618,46
AUTRES RECETTES	29 501 147 391,42	34 514 287 016,40	46 525 366 254,09	17 216 688 976,68	41 648 861 425,81
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	475 158 566 664,53	583 798 192 221,92	585 321 166 702,81	639 995 212 499,03	619 211 711 310,32
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>1 236 628 444 100,57</b>	<b>1 472 889 156 466,74</b>	<b>1 694 566 765 136,30</b>	<b>1 930 024 883 740,59</b>	<b>1 680 410 215 680,58</b>
PREVISIONS	1 427 841 850 817,19	1 589 253 775 341,00	1 958 643 743 484,52	2 374 764 594 071,00	1 737 524 626 262,00
<b>TAUX D'EXECUTION</b>	<b>86,61%</b>	<b>92,68%</b>	<b>86,52%</b>	<b>81,27%</b>	<b>96,71%</b>

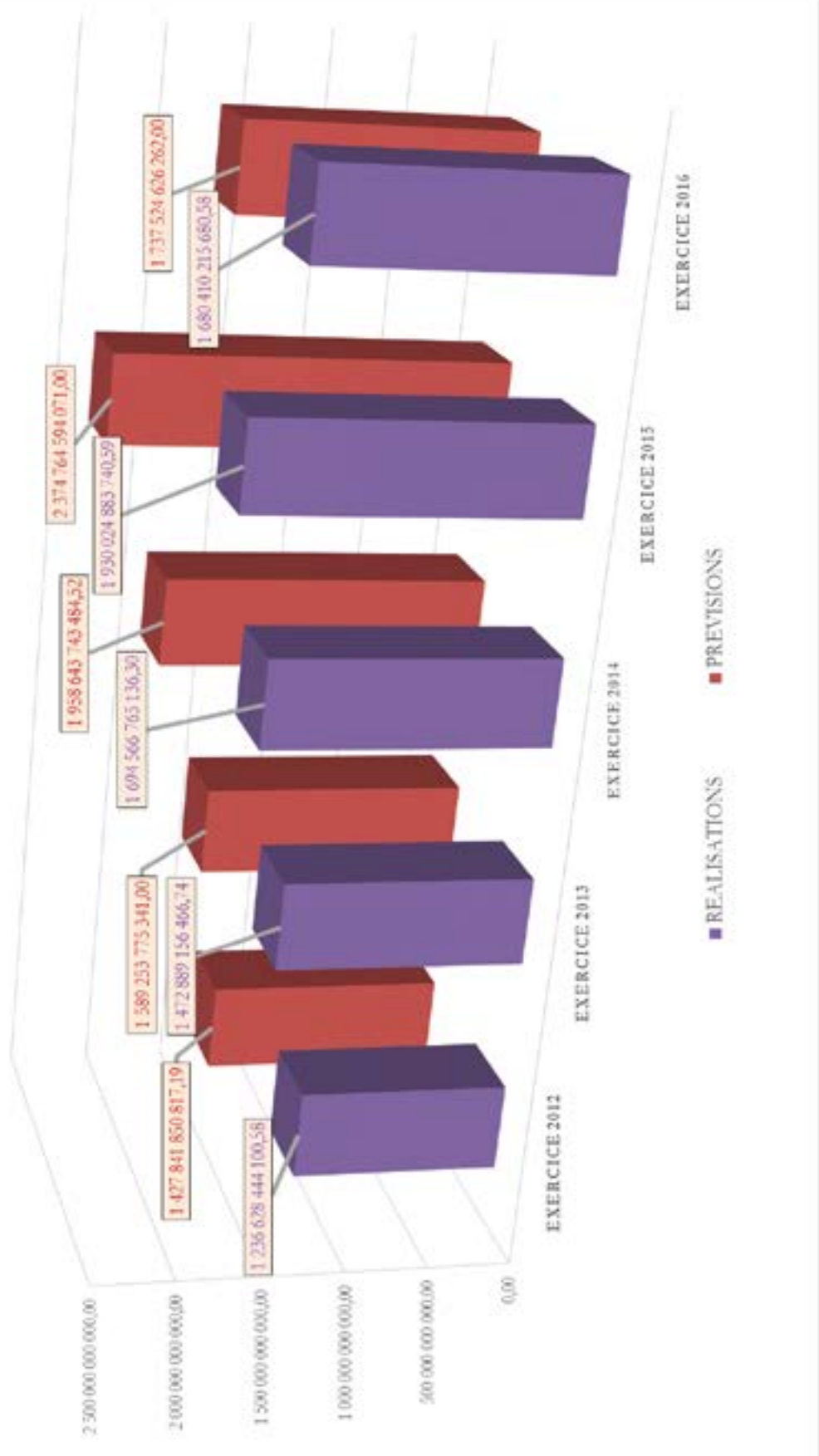
**TABLEAU N° 6. EVOLUTION DES RECETTES DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION DE 2012 à 2016**

CENTRE DE PERCEPTION	2012	2013	2014	2015	2016
DGE	1 021 134 598 956,33	1 288 800 902 881,39	1 475 042 788 787,43	1 707 850 068 765,63	1 464 398 203 998,33
DUI-KIN	48 881 205 231,18	48 045 553 735,59	68 667 575 930,94	61 165 288 678,33	61 575 124 652,22
<b>S/TOTAL KINSHASA</b>	<b>1 070 015 804 187,51</b>	<b>1 336 846 456 616,99</b>	<b>1 543 710 364 718,37</b>	<b>1 769 015 357 443,96</b>	<b>1 525 973 328 650,55</b>
BANDUNDU	1 067 491 788,72	1 562 626 089,53	1 310 097 940,94	1 221 602 503,03	1 162 562 758,20
BAS-CONGO	8 589 208 605,08	10 730 457 978,52	12 133 303 460,33	8 349 059 682,09	9 163 816 639,93
EQUATEUR	1 614 271 879,85	1 917 925 423,49	1 421 632 512,76	1 130 326 729,53	1 039 841 894,26
KASAI-OCCIDENTAL	1 052 574 467,55	1 321 088 289,78	947 823 225,10	1 144 114 699,00	1 073 573 062,62
KASAI-ORIENTAL	1 438 884 344,94	1 687 859 598,85	1 314 304 024,09	1 564 932 219,46	2 048 521 642,29
KATANGA	120 393 932 372,56	74 529 214 522,73	83 610 452 716,30	99 423 360 134,59	81 340 454 514,54
MANIEMA	1 440 754 356,78	2 377 311 524,44	1 537 785 907,31	1 355 437 125,77	1 280 550 071,78
NORD KIVU	12 831 307 065,15	12 732 719 077,97	14 402 629 034,48	14 284 874 204,83	14 132 155 971,99
PROVINCE ORIENTALE	8 265 788 333,61	15 965 297 418,76	23 884 273 274,03	23 468 466 687,03	33 740 121 779,46
SUD KIVU	9 918 426 698,83	13 218 199 925,68	10 294 098 322,60	9 067 352 311,30	9 455 288 694,96
<b>S/TOTAL DPI</b>	<b>166 612 639 913,07</b>	<b>136 042 699 849,76</b>	<b>150 856 400 417,93</b>	<b>161 009 526 296,63</b>	<b>154 436 887 030,03</b>
<b>TOTAL RECETTES EN CDF</b>	<b>1 236 628 444 100,58</b>	<b>1 472 889 156 466,74</b>	<b>1 694 566 765 136,30</b>	<b>1 930 024 883 740,59</b>	<b>1 680 410 215 680,58</b>
<b>TOTAL RECETTES EN USD</b>	<b>1 346 515 314,74</b>	<b>1 602 489 129,40</b>	<b>1 831 627 446,99</b>	<b>2 084 147 598,66</b>	<b>1 672 232 996,33</b>
TAUX D'ACCROISSEMENT DES RECETTES EN CDF		19,11%	15,05%	13,89%	-12,93%
TAUX D'ACCROISSEMENT DES RECETTES EN USD		19,01%	14,30%	13,79%	-19,76%

**COURBE D'EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI (EN GDE)  
DE 2012 A 2016**



**HISTOGRAMME D'EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI (EN CDF)  
DE 2012 A 2016**



# TABLE DES MATIÈRES

MOT DU DIRECTEUR GENERAL DES IMPOTS .....	7
LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS.....	8
SOMMAIRE .....	10
INTRODUCTION .....	11
<b>I. ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS .....</b>	<b>13</b>
<b>II. EXECUTION DES MISSIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS.....</b>	<b>15</b>
II.1. RAPPEL DES MISSIONS DE LA DGI .....	15
II.2. ACTIONS DE LA HAUTE DIRECTION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS.....	15
II.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités .....	15
II.2.2. Participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales .....	16
II.2.3. Mécanismes de collaboration avec d'autres structures .....	16
II.2.4. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales .....	17
II.3. MISSION DE LEGISLATION FISCALE .....	17
II.3.1. Projets de textes fiscaux initiés par la DGI .....	17
II.3.2. Projets de textes réglementaires .....	18
II.3.3. Elaboration des notes de services .....	18
II.3.4. Diffusion des textes fiscaux, des documents d'interprétation des textes fiscaux.....	19
II.3.4.1. Diffusion des textes fiscaux .....	19
II.3.4.2. Diffusion des documents d'interprétation des textes fiscaux .....	19
II.3.5. Notes de service de réglementation résiduelle .....	19
II.3.6. Ediction des mesures d'exécution de la législation fiscale .....	19
II.4. BUDGET DES RECETTES DGI 2016 .....	20
II.4.1. Actions menées pour l'exécution du Budget des recettes des impôts .....	22
II.4.2. Exécution du Budget des recettes des impôts .....	23
II.4.2.1. Exécution du Budget des recettes par nature d'impôt.....	24
II.4.2.2. Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts.....	26
II.4.2.2.1. Justification en rapport avec les indicateurs issus du cadrage macroéconomique.....	26
II.4.2.2.2. Autres faits justificatifs .....	27

II.4.3. Exécution des contrats de performance par Centre de perception .....	29
II.4.4. Suivi des paiements du secteur des ressources naturelles .....	31
II.4.5. Suivi des paiements IBP des Pétroliers producteurs .....	31
II.5. MISSIONS D'ASSIETTE .....	33
II.5.1. Attribution du Numéro Impôt .....	33
II.5.2. Tenue et mise à jour des répertoires .....	35
II.5.2.1. Répertoires généraux des services opérationnels.....	35
II.5.2.2. Répertoires sectoriels des Services opérationnels réformés.....	36
II.5.3. Suivi des déclarations souscrites en 2016.....	36
II.5.3.1. Situation des déclarations IBP des grandes et moyennes entreprises ..	37
II.5.3.2. Situation des déclarations IBP des petites entreprises .....	38
II.5.3.3. Situation des déclarations souscrites par les micro-entreprises .....	39
II.5.3.4. Situation des déclarations IPR souscrites .....	40
II.5.3.5. Situation des déclarations IER souscrites .....	41
II.5.3.6. Situation des déclarations TVA.....	42
II.5.3.7. Situation de la TVA à rembourser, à liquider, à affecter et montants des arriérés de remboursement au titre de l'exercice 2016.....	43
II.5.4. Mission de contrôle fiscal .....	43
II.5.4.1. Le contrôle fiscal au premier degré .....	44
II.5.4.2. Le contrôle fiscal au second degré .....	46
II.5.4.3. Prise en charge des résultats de contrôle polyvalent et contrôle ponctuel .....	46
II.5.4.4. Prise en charge du contrôle qualité .....	47
II.5.5. Participation des travaux d'assiette dans les recettes .....	48
II.6. MISSIONS DE RECOUVREMENT .....	49
II.6.1. Situation du solde débiteur .....	49
II.7. SUIVI DES EXONERATIONS ET AUTRES ALLEGEMENTS FISCAUX .....	50
II.7.1. Exonérations en cours de validité en 2016 .....	50
II.7.2. Dépense fiscale résultant des exonérations en cours de validité au profit des grandes entreprises en 2016 .....	51
II.8. MISSION DE TRAITEMENT DU CONTENTIEUX FISCAL .....	52
II.8.1. Situation du contentieux d'assiette.....	52
II.8.1.1. Contentieux fiscal en phase administrative .....	52
II.8.1.2. Contentieux en phase juridictionnelle .....	52

<b>III. GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS.....</b>	<b>55</b>
<b>III.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>55</b>
III.1.1. Effectifs de la Direction Générale des Impôts .....	55
III.1.1.1. Répartition des effectifs par niveau d'études .....	55
III.1.1.2. Répartition des effectifs par genre .....	56
III.1.1.3. Evolution globale des effectifs de 2012 à 2016 .....	57
III.1.2. Formation du personnel de la Direction Générale des Impôts .....	58
III.1.2.1. Formation sur place.....	58
III.1.2.2. Formation à l'étranger.....	59
III.1.3. Politique sociale .....	61
<b>III.2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES .....</b>	<b>62</b>
III.2.1. Ressources financières de la DGI .....	62
III.2.2. Utilisation de la rétrocession suivant le mode de plafonnement de la rétrocession des recettes réalisées .....	63
III.2.2.1. Crédits de fonctionnement alloués aux Services.....	63
III.2.2.2. Dépenses centralisées.....	63
III.2.2.3. Prime de mobilisation des recettes .....	64
III.2.3. Utilisation des pénalités de service.....	64
III.2.3.1. Prime de contentieux .....	64
III.2.3.2. Dépenses d'investissement.....	64
<b>III.3. GESTION DES PLAQUES MINERALOGIQUES .....</b>	<b>66</b>
<b>IV. INFORMATISATION DES SERVICES .....</b>	<b>67</b>
<b>V. ETAT D'AVANCEMENT DES REFORMES FISCALES .....</b>	<b>68</b>
<b>VI. PERSPECTIVES D'AVENIR .....</b>	<b>69</b>











RAPPORT  
ANNUEL **2016**

